



Données de référence 2020 (01/01/2020 - 31/12/2020)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 19/03/2021 - 01/10/2021

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 35ème réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2020 – 2022, portant sur les données de l'année 2020.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondez aux questions.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1 Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[19 186 201]



=

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, des dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €).

	Montant
Niveau national ou fédéral	87 163 675 196 [] NA [] NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	[] NA [X] NAP

Commentaires The analysis of the Reports of the Ministry of Finance on the final budget execution for these years shows that the increase of these expenditures is mainly due to the measures that were considered to combat the COVID-19 epidemic, respectively the amounts necessary for emergency financing for preventive measures and treatment, and for the investments in medical equipment, medicines and other medical goods. the epidemiological situation caused by the spread of SARS-CoV-2 coronavirus, on the one hand, and the exceptional social and economic measures to reduce the negative effects on the economy caused by measures taken to limit infection among the population.



=

003. PIB par habitant (en €) en prix courants pour l'année de référence

[11 290]

Commentaires provisional data

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[13 385]

[] NA

Commentaires The difference can be explained based on salary increases, and an upward trend can be observed continuing from 2018.

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[4.8694]

Autorisation de décimales : 5

[] NAP

Commentaires

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice, National Institute of Statistics

1.1.2Données budgétaires relatives au système judiciaire



006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux du budget alloué au ministère public et/ ou de celui alloué à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	630 844 046 [] NA [] NAP	623 431 990 [] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	469 028 217 [] NA [] NAP	468 031 978 [] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation (2.1 + 2.2)	9 198 464 [] NA [] NAP	8 017 152 [] NA [] NAP
2.1 Investissements dans l'informatisation	8 037 810 [] NA [] NAP	7 005 554 [] NA [] NAP
2.2 Maintenance des équipements informatiques des tribunaux	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	1 334 867 [] NA [] NAP	1 295 332 [] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	35 208 445 [] NA [] NAP	34 560 806 [] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	15 466 793 [] NA [] NAP	13 175 736 [] NA [] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	84 405 [] NA [] NAP	50 546 [] NA [] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	100 522 857 [] NA [] NAP	98 300 440 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : 1. the expenses regarding the maintenance of the IT equipment of courts cannot be highlighted separately within point 2.2, as they are included in the total budget provided for point 4 - the budget for maintenance and operating cost allocated to courts. Therefore we marked NA on point 2.2

2. the category "other" includes, as usual, other salary expenses such as for example temporary transfer in the employer's interest and secondment pays, contributions owed by the employer, other rights which judges and ancillary staff are entitled to (reimbursement of the sums paid for medicines, transportation, rent, travel expenses, fuel and lubricants expenses, periodical medical checks, labor protection etc.). "Annual public budget allocated to computerisation": This increase, according to the relevant reports, reflects the continuous growth of financial resources allocated for the entire judicial system for the implementation of IT solutions - part of digitization, which is a continuous process of adaptation and renewal by reference to new technologies and products.

"Annual public budget allocated to court buildings": In addition to increasing funds for new investment objectives, larger funds have been

allocated for maintenance and operating cost, for example for current repairs, payment of utilities etc.

"Annual public budget allocated to investments in new (court) buildings": The financial resources allocated to the new investment objectives at the courts, even for the design and construction of new buildings- court premises, have increased, as a part of the constant policy of ensuring all the conditions for the administration of justice as a public service.

"Annual public budget allocated to training": The difference can be explained by the increasing need for training, and implicitly of the allocated funds, especially for certain sectors or issues.

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux du budget public alloué au ministère public et/ou de celui alloué à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

=

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	<input type="checkbox"/> Oui, au début de la procédure <input type="checkbox"/> Oui, à un stade ultérieur <input checked="" type="checkbox"/> Non
en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, au début de la procédure <input type="checkbox"/> Oui, à un stade ultérieur <input type="checkbox"/> Non

S'il existe des exceptions à l'obligation de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions :

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- Government Emergency Ordinance no. 80/2013 eliminates the judicial stamp, which was accessory to the judicial stamp duty, simplifying thus the procedure. Court fees are set differently depending on the nature of disputes:

•Patrimonial - disputes whose value can be estimated in money •Non-patrimonial – disputes which cannot be evaluated in money (e.g. guardianship cases, establishment of paternity)

a. According to the rule, for patrimonial disputes court fees shall be established as a percentage of the value of the case; the percentage gradually decreases as the value of the case increases.

Exemple : Article 3 (1) of GEO no. 80/2013 on the judicial fees:

(1) The proceedings and patrimonial applications shall be charged as follows:

- a) up to 500 lei- 8%, but not less than 20 lei;
 b) between 501 lei and 5000 lei- 40 lei + 7% for what exceeds 500 lei;
 c) between 5001 lei and 25.000 lei - 355 lei + 5% for what exceeds 5000 lei;
 d) between 25.001 lei and 50.000 lei-1.355 lei + 3% for what exceeds 25.000 lei; e) between 50.001 lei and 250.000 lei - 2105 lei + 2% for what exceeds 50.000;
 f) over 250.000 lei - 6105 lei + 1% for what exceeds 250.000 lei.

b. For non-patrimonial disputes the law provides for fixed court fees. There are 5 categories of fixed fees: 20 lei, 50 lei, 100 lei, 200 lei, 300 lei. For each type of non-patrimonial dispute the law expressly provides for the quantum of the fixed fee.

It is worth mentioning that on the website of the Ministry of Justice there is a calculator for calculating (as a guide) the value of the stamp duty, according to GEO no. 80/2013, art. 3 paragraph (1), valid only for actions and requests evaluable in money -

<http://www.just.ro/calculator-taxa-judiciara/>

This computer has an informational role. The exact and mandatory value of the stamp fees is the one established by the court.

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[171]

[] NA

[] NAP

Commentaires

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[56 469 192]

[] NA

[] NAP

Commentaires

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	16 336 715 [] NA [] NAP	15 193 042 [] NA [] NAP	1 143 673 [] NA [] NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	16 336 715 [] NA [] NAP	15 193 042 [] NA [] NAP	1 143 673 [] NA [] NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires The increase in the budget of legal aid is mainly due to the increase of the amounts (tariffs) destined to the fees of the lawyers providing the legal aid services – according to the Protocol for establishing the lawyers' fees in this field, concluded with UNBR, as amended in 2019. It is worth emphasizing that since 2008 the approved budget for legal aid has recorded a clear ascending trend.

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	16 295 765 [] NA [] NAP	15 155 062 [] NA [] NAP	1 140 703 [] NA [] NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	16 295 765 [] NA [] NAP	15 155 062 [] NA [] NAP	1 140 703 [] NA [] NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The explanation concerning the observed increase lies mainly in the increase of the amounts (tariffs) destined to the fees of the lawyers who provide the legal aid services – according to the Protocol for establishing the lawyers' fees in this field, concluded with UNBR, as amended in 2019. It is worth emphasizing that since 2008 the approved budget for legal aid has recorded a clear ascending trend.

=

012-2. L'aide judiciaire inclut-elle :

	L'aide judiciaire inclut:
La couverture des taxes / frais de justice	(X) Oui () Non [] NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	(X) Oui () Non [] NAP

Commentaires

=

012-3. Les budgets de l'aide judiciaire indiqués dans les Q12 et Q12-1 incluent-ils :

	Montant calculé/estimé inclus
La couverture des taxes / frais de justice	(X) Oui () Non [] NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	(X) Oui () Non [] NAP

Commentaires Methodology of calculation/estimation: Criteria similar to those considered in compiling a budget are taken into account - estimates based on the budget execution from the previous year, the requests/estimates of the courts, as well as the requests/estimates of the National Union of Romanian Bars, the inflation factor, etc.

=

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	322 119 974 [] NA [] NAP	311 524 523 [] NA [] NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	8 634 [] NA [] NAP	5 221 [] NA [] NAP

Veillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The training of judges and prosecutors is provided by the National Institute of Magistracy (Superior Council of Magistracy). For 2020, the amounts included to both Q6 and O13 included the amounts from the state budget provided for the training of civil servants and other categories of non-judge / non-prosecutor staff. In 2018, according the data provided by the economic department, at these amounts were included, the training within some European training programs (programs within European funds) of a number of judges (and prosecutors) - a separate budget from the budget regarding the training through the National Institute of Magistracy (Superior Council of Magistracy).

=

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la Justice	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Autre ministère	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Parlement	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Cour Suprême	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Conseil Supérieur de la Magistrature	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Tribunaux	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Organisme d'inspection	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Autre	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaire - Si « Autre ministère », et/ou « Organisme d'inspection », et/ou « Autre », veuillez préciser :

**014-0. Quels sont les critères utilisés pour allouer les ressources financières entre les tribunaux ?
En outre, veuillez sélectionner maximum trois critères principaux d'allocation :**

	Critères utilisés	Critères principaux
Coûts budgétaires des années précédentes	<input checked="" type="checkbox"/> [X]	<input checked="" type="checkbox"/> [X]
Evaluation des besoins particuliers	<input checked="" type="checkbox"/> [X]	<input checked="" type="checkbox"/> [X]
Nombre de juges/non juges	<input checked="" type="checkbox"/> [X]	<input checked="" type="checkbox"/> [X]
Nombre d'affaires nouvelles	<input type="checkbox"/> []	<input type="checkbox"/> []
Nombre d'affaires pendantes	<input type="checkbox"/> []	<input type="checkbox"/> []
Nombre d'affaires terminées	<input type="checkbox"/> []	<input type="checkbox"/> []
Autre	<input type="checkbox"/> []	<input type="checkbox"/> []

] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser :

014-1. Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein d'un tribunal de première instance ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Président du tribunal et/ ou juge(s)	<input checked="" type="checkbox"/> (X) Oui <input type="checkbox"/> () Non <input type="checkbox"/>] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> (X) Oui <input type="checkbox"/> () Non <input type="checkbox"/>] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> (X) Oui <input type="checkbox"/> () Non <input type="checkbox"/>] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> (X) Oui <input type="checkbox"/> () Non <input type="checkbox"/>] NAP
Directeur de l'administration du tribunal et/ou non-juges	<input type="checkbox"/> () Oui <input checked="" type="checkbox"/> (X) Non <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> () Oui <input checked="" type="checkbox"/> (X) Non <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> () Oui <input checked="" type="checkbox"/> (X) Non <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> () Oui <input checked="" type="checkbox"/> (X) Non <input type="checkbox"/>] NAP
Organe mixte (juge(s) et non-juge(s))	<input type="checkbox"/> () Oui <input checked="" type="checkbox"/> (X) Non <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> () Oui <input checked="" type="checkbox"/> (X) Non <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> () Oui <input checked="" type="checkbox"/> (X) Non <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> () Oui <input checked="" type="checkbox"/> (X) Non <input type="checkbox"/>] NAP
Autre	<input type="checkbox"/> () Oui <input checked="" type="checkbox"/> (X) Non <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> () Oui <input checked="" type="checkbox"/> (X) Non <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> () Oui <input checked="" type="checkbox"/> (X) Non <input type="checkbox"/>] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> (X) Oui <input type="checkbox"/> () Non <input type="checkbox"/>] NAP

Commentaires - Si « Autre », veuillez préciser. Si les responsabilités sont différentes selon le type/degré de juridiction, veuillez répondre à la question pour les juridictions de première instance de droit commun et décrire les différences en commentaire : The presidents of the courts that have legal personality have responsibilities in relation to the budgets of those courts and the courts under their jurisdiction.

They may delegate this competence to a economic manager.

An external review is carried out by the Ministry of Justice, through its Audit Unit and by the Courts of Audit.

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	1 395 753 481 [] NA [] NAP	1 369 870 022 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus
Tribunaux	(X) Oui () No [] NAP
Aide judiciaire	(X) Oui () No [] NAP
Ministère public	(X) Oui () No [] NAP

Commentaires

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus
Système pénitentiaire	(X) Oui () Non [] NAP
Service de probation	(X) Oui () Non [] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	(X) Oui () Non [] NAP
Conseil supérieur des procureurs	() Oui (X) Non [] NAP
Cour constitutionnelle	() Oui (X) Non [] NAP

Service de gestion du système judiciaire	() Oui () Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Service de l'avocat d'Etat	() Oui () Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Service de l'exécution	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Notariat	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Service d'expertise légale	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP
Protection judiciaire de la jeunesse	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Fonctionnement du ministère de la Justice	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Service d'immigration	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP

Si « Autres », veuillez préciser : Other institutions coordinated by the Ministry of Justice: the National Trade Register, the National Authority for Citizenship

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice

1.2 Organisation et gestion des tribunaux et des ministères publics

015-4. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des tribunaux individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du tribunal concerné ?

- Every court is run by a president who exercises the management competences in view of effective organization of the court's activity. According to the workload the president can be assisted by 1-2 vice-presidents The presidents of the courts of appeal and of

the tribunals shall exercise also competences of co-ordination and control of the administration of the court where they exercise their office, as well as of the courts in their jurisdiction. Law court presidents and vice-presidents take measures for the organization and proper functioning of the courts they are in charge of and, as the case may be, of the courts in their jurisdiction, ensure and verify the observance of the law and regulations by the judges and by the auxiliary specialized personnel. The verifications must observe the principles of the independence of judges and of their subjection only to the law, as well as the authority of res judicata.

The appointment into the offices of president and vice-president within the district courts, tribunals, specialized tribunals and courts of appeal is possible only through an examination organized by the Section for Judge of the Superior Council of Magistracy, through the National Institute of Magistracy.

The presidents of the court of appeal are secondary authorizing officers, and the presidents of the tribunals are tertiary authorizing officers. This role refers to the financial attributions as the allocation of the budget.

The presidents of the court can delegate the quality of authorizing officer to the economic managers.

The High Court of Cassation and Justice, the courts of appeal, and the tribunals, shall include in their structure one economic-financial and administrative department, run by an economic manager.

The economic manager is subordinated to the court president where he/she works and ensures the economic, financial and administrative activity also for the first instance courts.

A person can be appointed economic manager if he/she has higher economic studies and a specialty seniority of at least 5 and has succeeded in the competition held for this purpose by the High Court of Cassation and Justice or the courts of appeal, as the case may be.

The economic managers have the capacity of public servants, with the rights and duties provided by Law No. 188/1999 on the Statute of public servants

Nombre de caractères maximaux : 10 000

015-5. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des ministères publics individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du ministère public concerné ?

- The prosecutor's offices are run by general prosecutors or by first prosecutors.

The first prosecutors attached to the first instance courts shall exercise competences of co-ordination of the prosecutor's office. The general prosecutors from prosecutor's offices attached to the courts of appeal and the first prosecutors from the prosecutor's offices attached to tribunals exercise competences of co-ordination and control of the administration of the prosecutor's office where they operate, as well as of the prosecutor's offices in their jurisdiction. According to the workload, the General Prosecutor or, as the case may be, the first prosecutor can be assisted by 1-2 deputies.

The appointment to the offices of general prosecutors, first prosecutors or deputies is possible only through an examination organized by the Section for Prosecutors of the Superior Council of Magistracy, through the National Institute of Magistracy.

The general prosecutors of the prosecutor's offices attached to courts of appeal shall be secondary authorizing officers and the first prosecutors of the prosecutor's offices attached to tribunals shall be tertiary authorizing officers. This role refers to the financial attributions as the allocation of the budget.

The heads of the prosecutor's offices can delegate the quality of authorizing officer to the economic managers.

The Prosecutor's Office attached to the High Court of Cassation and Justice, the National Anti-corruption Directorate, the Directorate for the Investigation of Organized Crime and Terrorism, the prosecutor's offices attached to the courts of appeal and the tribunals shall include in their structure one economic-financial and administrative department, run by an economic manager.

The economic manager is subordinated to the head of the prosecutor's office where he/she works and ensures the economic, financial and administrative activity also for the prosecutor's offices in their jurisdiction.

A person can be appointed economic manager if he/she has higher economic studies and a specialty seniority of at least 5 and has succeeded in the competition held for this purpose by the Prosecutor's Office attached to the High Court of Cassation and Justice, the

National Anti-corruption Prosecutor's Office or the Directorate for the Investigation of Organized Crime and Terrorism as the case may be. The economic managers have the capacity of public servants, with the rights and duties provided by Law No. 188/1999 on the Statute of public servants.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1 Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

New node

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant et durant la procédure devant le tribunal :

- Legal aid in Romania:

The Emergency Ordinance no. 51/2008 on public legal aid in civil matter, states in article 3 that “public legal aid under this Emergency Ordinance is granted in civil, commercial, administrative, labour and social insurance disputes, as well as in other disputes, except for criminal matters.” Hence, the judicial assistance in criminal matters is subject to a special regime, stated in article 91 of the Criminal Procedure Code. The different forms of legal aid, depending on the context over the issue of the applicant, are described in article 6 of Emergency Ordinance no. 51/2008, such as: “(...) a) payment of the fee to ensure representation, legal aid and, where appropriate, defence, through a lawyer that has been appointed or chosen, for the assertion in justice of a legitimate right or interest or in order to prevent a dispute, hereinafter referred to as legal aid through counsel;

b) payment of experts, translators or interpreters used during the proceedings, with the approval of the court or other competent authority, if the obligation to make this payment belongs, under the law, to the applicant for public legal aid;

c) payment of the fee for a judicial enforcement officer;

d) exemptions, discounts, spreading out or postponement of the payment of judicial duties provided in the law, including those that are due at the stage of coercive enforcement.” In such cases, article 7 of the same act provides that “public legal aid may be granted, either separately or cumulatively, in any of the forms provided in art.6, while not exceeding, per total, during a year, the maximum amount equivalent to 10 gross minimum salaries at the level of the year in which the application was submitted.”

According to article 4 of the Emergency Ordinance no. 51 /2008, a person is appropriate to acquire state legal aid if “(...) he is unable to bear the costs of proceedings or the costs involved by obtaining legal advice in view of asserting a legitimate right or interest in court without jeopardising his ability to financially support himself or his family.”

The application for granting public legal aid must be submitted to the law court, according to art. 11 of Emergency Ordinance no. 51/2008, such as:

“(1) The application for public legal aid must be submitted to the law court that is competent to process the dispute in relation to which legal aid is being requested; if public legal aid is requested for the enforcement of a judgement, the application is of the competence of the executing court.

(2) In the event that the competent court cannot be determined according to para. (1), the competence shall belong to the first instance court whose territorial jurisdiction includes the domicile or residence of the applicant.

(3) If public legal aid is being requested in relation to ongoing proceedings, the application or, where appropriate, applications for public legal aid shall be processed, unless the law provides otherwise, by the panel that has been designated to handle the dispute.”

New node

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser :

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : According to the Article 6 letter b) GEO no. 51/2008, public aid may be also the payment of the expert, translator or interpreter used during the trial, with the consent of the court or of the jurisdictional authority, if this payment is the obligation of the one requiring judicial public aid, according to the law.

2.1.2 Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	66 522 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	66 522 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
En matière pénale	63 492 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	63 492 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

En matière autre que pénale	3 030 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 030 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
------------------------------------	--	--	--

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant : In criminal cases data also include ex officio layers.

020-1. Veuillez indiquer les délais de la procédure pour l'octroi de l'aide judiciaire, c'est à dire la durée allant de la demande initiale d'aide judiciaire à l'approbation finale de cette demande.

	Durée en jours
Durée maximale prescrite dans la loi/règlementation	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Durée moyenne réelle	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser si les délais prévus sont fixés dans une loi ou une autre réglementation. En outre, veuillez préciser si des délais différents sont prévus pour les affaires pénales et les affaires autres que pénales : There is no timeframe set for the procedure of granting legal aid by the court. The procedure is urgent as a general rule, being decided in chambers.

=

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Victimes	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : According to the Art. 93 (3) and (4) of the New Criminal Procedure Code, the legal assistance is mandatory when the victim or the civil party has limited or without legal capacity. When the judicial authority considers that the victim, the civil party or the civil responsible party cannot defend himself, takes all the measures for appointing a lawyer ex officio.

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Victimes	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP

024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou lorsque l'action n'a aucune chance d'aboutir) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire :

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

(X) le(s) juge(s) en charge de l'affaire principale

() un autre juge ou fonctionnaire

() une instance extérieure au tribunal

() plusieurs autorités (tribunal et organe externe)

Commentaires

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les

parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	(X) Oui () Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

Commentaire - Si vous répondez par la négative, veuillez spécifier comment les frais de justice sont distribués :

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Superior Council of Magistracy and Ministry of Justice (legal framework)

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1 Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, Conseil supérieur de la magistrature, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui, adresse(s) internet :	Non
Aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	(X) www.just.ro; www.csm1909.ro; www.scj.ro; www.mpublic.ro	()
A la jurisprudence des juridictions supérieures	(X) http://portal.just.ro/SitePages/aca asa.aspx; www.rolii.ro; www.scj.ro	()
A des informations sur le système judiciaire (organisation des tribunaux, procédures judiciaires, etc.)	(X) www.csm1909; www.just.ro; www.scj.ro	()
A d'autres documents (par exemple formulaires, formulaires téléchargeables, formulaires à remplir en ligne etc.)	(X) http://portal.just.ro/SitePages/aca asa.aspx; www.csm1909.ro	()

Commentaire - Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « A d'autres documents » :

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de leur procédure judiciaire ?

(X) Oui, toujours

() Non

() Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaire - Si « Oui, seulement dans quelques situations particulières », veuillez préciser :

030. Existe-t-il un système d'information public et gratuit pour informer et faciliter l'accès à la justice ?

	Système d'information
Général pour les citoyens	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les victimes d'infractions	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les mineurs (adapté aux enfants)	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non

Commentaire - Veuillez fournir plus d'informations concernant ces systèmes. En outre, veuillez préciser comment cette assistance est fournie :

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle / viol	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Victimes du terrorisme	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Mineurs (témoins ou victimes)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Victimes de violence domestique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Minorités ethniques	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Personnes en situation de handicap	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Délinquants mineurs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
--	----------------------	----------------------	----------------------

Commentaire - Si « Autres personnes vulnérables » et/ou « Autres modalités particulières », veuillez préciser :

031-0. Si des modalités particulières existent au regard des mineurs, quels sont les dispositifs, instruments, installations, pratiques visant à les protéger lorsqu'ils participent à une procédure judiciaire ?

Préparation spéciale et adaptée aux mineurs pour la participation au procès/ poursuite judiciaire (expliquer la procédure d'une manière adaptée aux mineurs)

Salle spéciale dans le tribunal conçue pour les audiences adaptées aux mineurs

Personne/équipe spéciale de professionnels qualifiés (par exemple psychologues) pour accompagner le mineur tout au long de la procédure

Des moyens spécifiques pour communiquer et expliquer la signification des décisions de justice

Structures interinstitutionnelles/multidisciplinaires telles que les "Maisons d'enfants"

Autre, veuillez préciser

NAP

Commentaire

031-1. Quels sont les principaux critères pour qu'un mineur puisse engager une procédure, prendre des mesures procédurales en son nom propre ou être témoin ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Capacité d'engager une procédure et de prendre d'autres mesures procédurales en son nom propre	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]18 <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Être témoin	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si vous avez sélectionné les réponses « Exceptions au seuil » et « Autre », veuillez apporter des précisions. Si votre système fait une distinction entre la pleine capacité et la capacité limitée d'ester en justice, veuillez décrire la base de cette différenciation (âge, capacité de discernement, type d'action, type d'affaires, autre). Between 14-18 years old a minor has limited capacity, and may initiate procedural action only assisted by a parent or a legal guardian. In criminal proceedings there is no age threshold for filing a complaint and a lawyer ex officio will be appointed. The civil action attached to the criminal action may be initiated by the legal representative of the minor (under18).

minors may be heard as witness regardless of their age, but they do not take the oath. Their testimony will be appreciated taking into consideration their special situation.

031-2. Si un mineur ne peut pas mener une procédure en son nom propre, qui peut le représenter au cours de la procédure judiciaire ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Parent/ tuteur légal	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autre représentant (à la place des parents/ tuteur légal)	<input checked="" type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input checked="" type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input checked="" type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire as stated in Q 031-1 in criminal proceedings there is no age threshold for filing a complaint and a lawyer ex officio will be appointed. The civil action attached to the criminal action may be initiated by the legal representative of the minor (under18).

031-3. Quels sont les différents critères de responsabilité pénale des mineurs ? (réponses multiples possibles)

- Seuil(s) d'âge
- Capacité de discernement
- Autres critères

Commentaire According to ART. 113 of the Criminal Code (CP) a minor under the age of 14 years is not criminally responsible. A minor who is aged between 14 and 16 years criminally liable only if it is proved that he committed the act with discernment.

A minor over the age of 16 years criminally liable under the law.

031-3-1. Quels sont les seuils d'âge pour la responsabilité pénale des mineurs ?

Responsabilité pénale entraînant une peine non privative de liberté (par ex. mesures éducatives)

- 14]
- NA
- NAP

Responsabilité pénale entraînant une peine privative de liberté

- 14]
- NA
- NAP

Commentaire - Veuillez décrire brièvement la particularité de votre système. Pourriez-vous préciser si la possibilité d'atténuation s'applique aux peines prononcées et comment : According to art. 114 of the CP the minor that at the time of the offense, was aged between 14 and 18 years can be subjected to a non-custodial educational measure. The minor aged between 14 and 18 years can be subjected to an educational measure of imprisonment in the following cases:

- a) carried out or whose execution began before the offence for which he or she is being tried.
- b) where the penalty for the offence is imprisonment for seven years or more, or life imprisonment.

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

- Oui, mais seulement si l'auteur est inconnu
- Oui, mais seulement si l'indemnisation ne peut pas être obtenue de la part de l'auteur
- Oui, toujours
- Non

Commentaire

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

- Pour tous les types d'infractions
- Pour certains types d'infractions
- [] NAP

Commentaire - Veuillez préciser : Art. 21 of Law 211/2004 stipulates that the persons which were victims of the following types of offences benefit of financial compensations: - attempt to the offence of murder, aggravated murder and particularly serious murder, serious body injury, laid down by art. 182 of the Criminal Code, an intentional offence which has as consequence a serious body injury of the victim, rape, sexual relation with a minor, sexual perversion, an offence concerning the trafficking in human beings, an offence of terrorism, any other intentional offence committed with violence. Law no. 217/2003 stipulates that the victims of domestic violence can benefit of financial compensations.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

- Oui
- Non

Commentaires it is necessary a court or a prosecutor's decision.

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

- Pour tous les types d'infractions
- Pour certains types d'infractions
- [] NAP

Commentaire - Veuillez préciser : Art. 21 of Law 211/2004 stipulates that the persons which were victims of the following types of offences benefit of financial compensations: - attempt to the offence of murder, aggravated murder and particularly serious murder, serious body injury, laid down by art. 182 of the Criminal Code, an intentional offence which has as consequence a serious body injury of the victim, rape, sexual relation with a minor, sexual perversion, an offence concerning the trafficking in human beings, an offence of terrorism, any other intentional offence committed with violence. Law no. 217/2003 stipulates that the victims of domestic violence can benefit of financial compensations.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

- Oui
- Non

Commentaires it is necessary a court or a prosecutor's decision.

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

- Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

NAP

Commentaire - Veuillez préciser : Art. 21 of Law 211/2004 stipulates that the persons which were victims of the following types of offences benefit of financial compensations: - attempt to the offence of murder, aggravated murder and particularly serious murder, serious body injury, laid down by art. 182 of the Criminal Code, an intentional offence which has as consequence a serious body injury of the victim, rape, sexual relation with a minor, sexual perversion, an offence concerning the trafficking in human beings, an offence of terrorism, any other intentional offence committed with violence. Law no. 217/2003 stipulates that the victims of domestic violence can benefit of financial compensations.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires it is necessary a court or a prosecutor's decision.

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

035-1. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des mineurs victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur de « classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge ».

Oui

Non

NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser :

037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
Total	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Durée excessive de la procédure	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Non-exécution des décisions de justice	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Arrestation injustifiée	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Condamnation injustifiée	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Autre	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) : There is no mechanism for calculating the compensation. The courts take into consideration the national case law and the jurisprudence of the European Court of Human Rights in similar cases.

Even if the civil regulations of material and procedural law do not provide special mechanisms for the compensation of individuals in case of excessive duration of procedures and non-enforcement of judgments, there are norms guaranteeing the right to a fair trial and at case settlement within a reasonable time-limit. In such circumstances, there is a possibility to pay certain sums of money as fines or even as a compensation. In criminal matters, the only possibility to obtain damages in case of procedural delays is the civil claim for damages, based on the provisions of the Civil Code. The new Civil Procedure Code (the Law 134/2010) provides for a much more efficient mechanism to this effect, respectively the contestation concerning the protraction of the case settlement. Thus, according to Article 522 para. (1) of the NCPC, any party, as well as the prosecutor attending the trial may make contestation by which, invoking the infringement of the right to the settlement of the trial within an optimal and reasonable time-limit, he/she solicits the adoption of legal measures remedying to this situation. Please, refer to the regulations of the NCPC as concerns the guarantee of the right to a fair trial and a case settlement within a reasonable time-limit.

The non-observance of judgments is incriminated as offence by Art. 287 of the Criminal Code. Within the criminal trial there may be also formulated the civil claim for damages for the non-enforcement of the judgment. The civil action may be also introduced separately, at the civil court. Both actions shall be judged according to the provisions of the Civil Code, regulating the delictual civil responsibility.

Illegal arrest and illegal conviction are situations circumscribed to judicial errors for which the Romanian state is responsible according to Art. 538-539 and the following of the Criminal Procedure Code (the Law 135/2010). For the appreciation in substance of the civil responsibility, common law rules laid down by the Civil Code apply. According to the provisions of the art. 538 of the Criminal Procedure Code, any person who suffered a wrongful condemnation or was, during a criminal trial, illegally deprived of his/her liberty is entitled to receive a compensation. The compensation should cover both the material and moral prejudices caused to that person. The amount of the compensation is to be determined by the court (the tribunal) in whose district the entitled person has its domicile. The entitled person should introduce a civil action against the state (which is represented by the Ministry of Public Finances), action which is exempted of any judicial fees.

Regarding the excessive duration of the criminal procedures, there is a remedy, but it is not compensatory - see art. 488 (index1) and the following of the Criminal Procedure Code.

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes pour mesurer la confiance dans la justice et le

degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
Enquêtes auprès des juges	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres professionnels	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des mineurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du public	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaire - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : Within the Project on Transparency, accessibility and judicial education for improving public communication within and of the judicial system, among other activities a survey has been carried out during 2019 aiming at identifying the public perception of the court users and of the professionals on the Judiciary. There are no survey mechanism available on constant basis, but the judicial system may conduct some surveys in cooperation with academics, NGOs or within some projects or special studies dedicated to this subject

039. Existe-t-il des statistiques hommes/femmes concernant les usagers des tribunaux, les personnes qui saisissent le tribunal, les victimes, les auteurs d'infractions etc. ?

- () Oui, veuillez préciser :
 (X) Non

Commentaire - Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

- (X) Oui
 () Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Instance supérieure	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Ministère de la Justice	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Conseil supérieur de la magistrature	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnités accordées
Tribunal concerné	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Instance supérieure	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Conseil supérieur de la magistrature	6 772 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile : Depending on the object of the notification, there may be petitions sent to any of the mentioned institutions. The petitions of the competence of the Superior Council of Magistracy, about the way of accomplishment of the judicial system attributions may be addressed either directly to the Council, by a petition formulated in written, either by the leaders of the courts or prosecutor's offices. The Council has a petition form published on its own web site. The petitions may aim inclusively at the activity of judges and prosecutors, of courts and prosecutor's offices, if the notified aspects are within the limits of the SCM competence. According to the statistics, in 2020 a number of 6772 petitions were registered at the competent department of the SCM. The petitions of the competence of the Ministry of Justice, concerning mainly the applicability and evolution of the regulations in the judicial matter may be addressed by post or may be deposited in person at the headquarters of the institution. The general legal grounds for receiving the complaints (petitions) and for the drawing up of the answers is represented by the Government Ordinance 27/2002 concerning the regulation of the petitions settlement, approved by Law 233/2002. The petitions referring to the functioning of the judicial system are in their great majority managed by the Superior Council of Magistracy, respectively, where applicable, to the special departments within the Ministry of Justice. The time-limit to answer to these complaints (petitions) is the legal one: 30 days from their registration date. In disciplinary matters, the Superior Council of Magistracy has the role of a disciplinary court. The Judicial Inspection carries out preliminary investigations. The disciplinary investigation is initiated and carried out by the Judicial Inspection and the final decision is taken by the competent Section (for judges or for prosecutors) of the SCM in disciplinary matters. The data filled for the current cycle represent the number of complaints of all natures submitted to the Superior Council of Magistracy.

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1 Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux - entités juridiques.

	Nombre de tribunaux
Nombre total des tribunaux - entités juridiques (1 + 2)	242 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre total des tribunaux de droit commun - entités juridiques (1.1 + 1.2 + 1.3)	233 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance - entités juridiques	175 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1.2 Tribunaux de droit commun de deuxième instance - entités juridiques	57 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

1.3 Tribunaux de droit commun de la plus haute instance - entités juridiques	1 [] NA [] NAP
2. Nombre total des tribunaux spécialisés - entité juridiques	9 [] NA [] NAP

Commentaires Law no. 304/2004 on the judicial organisation.

The number of „judecatorii” has decreased by one between 2019-2020 because the activity of Judecatoria Insuratei was suspended so it no longer appears in the statistics. 175 represent the first instance courts with general jurisdiction in this matter, even if tribunals, courts of appeal and the High Court may also judge first instance cases. Starting from 2020 the methodology of presentation of data changed and only “judecatorii” are counted as first instance courts of general jurisdiction, even if tribunals, courts of appeal and the High Court may also judge first instance cases.

043. Nombre de tribunaux spécialisés - entités juridiques.

	Première instance	Instances supérieures
Nombre total des tribunaux spécialisés - entités juridiques	8 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	3 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des faillites	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux du travail	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires familiales	1 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux administratifs	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux militaires	4 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP

Tribunaux pour enfants	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autres tribunaux spécialisés	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « Autres tribunaux spécialisés », veuillez donner des précisions : Law no. 304/2004 on the judicial organisation.

044. Nombre de tribunaux - implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux (implantations géographiques)
Tribunaux de première instance - implantations géographiques (sont incluses ici les juridictions de droit commun de première instance et les juridictions spécialisées de première instance)	182 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tous les tribunaux - implantations géographiques (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	242 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Law no. 304/2004 on the judicial organisation.

It should be mentioned that some of the first instance specialised courts share the location with „judecatorii”.

=

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
Une petite créance	175 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Le licenciement	42 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Le vol avec violence	175 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Faillite	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires The 175 judecatorii are competent in respect of small claim cases and robbery cases, while the 42 tribunals are competent in respect of employment dismissal cases.

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

Oui

Non

Commentaire - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance : According to the art. 1026 of the new Code of

civil procedure, small claims are cases where the financial value of the claim does not exceed 10.000 RON (2030 euro) at the moment when the claim is filed, excluding the interests, court fees or other accessories.

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[2 030]

Commentaires

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : the current legislation and statistics provided by the Superior Council of Magistracy.

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1 Juges et personnels non-juges

046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	4 600 [] NA [] NAP	1 223 [] NA [] NAP	3 377 [] NA [] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	2 103 [] NA [] NAP	563 [] NA [] NAP	1 540 [] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	2 387 [] NA [] NAP	634 [] NA [] NAP	1 753 [] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les Cours suprêmes	110 [] NA [] NAP	26 [] NA [] NAP	84 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : Only judges of the „judecatorii” are counted as first instance judges.

=

046-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les juges avec une rémunération proportionnellement réduite ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

046-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

- Garde d'enfants
- Soins aux personnes âgées
- A des fins de retraite anticipée
- Autre raison, veuillez préciser
- Sans raison

Commentaires

046-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de juges travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de juges) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. En première instance (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

046-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un juge exerçant à temps partiel comparé à un juge exerçant à temps plein ?

- Moins de 50 %
- 50 – 60%
- 60 - 80%
- Plus de 80 %
- NA
- NAP

Commentaires

=

046-2. Nombre de juges (ETP) par type d'affaires:

	Total	Civiles et/ou commerciales	Pénales	Administratives	Autres
Nombre total de juges	4 600 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP			

Première instance	2 103 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP			
Deuxième instance	2 387 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP			
Cours suprêmes	110 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Si « Autres », veuillez expliquer quels types d'affaires : In Romania there are four level of courts (first instance courts, tribunals, courts of appeal and the High Court of Cassation and Justice). In line with our previous reports in this matters, in the table above judges from tribunals and courts of appeal shall be included in the category "second instance professional judges", even if according to the procedural provisions in terms of competences tribunals may judge both as first and instance court and for certain procedural circumstances (material and personal) even the courts of appeal may judge in first instance. Moreover even the High Court can judge in first instance for example in criminal cases according to the personal competence rules of procedure.

=

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	239 [] NA [] NAP	92 [] NA [] NAP	147 [] NA [] NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	173 [] NA [] NAP	68 [] NA [] NAP	105 [] NA [] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	65 [] NA [] NAP	24 [] NA [] NAP	41 [] NA [] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	1 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	1 [] NA [] NAP

Commentaires There are mentioned only the presidents and not the vice-presidents of courts.
see also comments in Q46

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tels (si possible, au 31 décembre de l'année de référence).

	Donnée
Donnée brute	[] NA [X] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[] NA [X] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

() Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

(X) Non

[] NAP

Commentaires

049. Nombre de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée).

	Donnée
Donnée brute	[] NA [X] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[] NA [X] NAP

Commentaires

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
Affaires pénales (infractions graves)	()	()	()
Affaires pénales (infractions mineures)	()	()	()
Affaires familiales	()	()	()
Affaires de droit du travail	()	()	()
Affaires de droit social	()	()	()
Affaires commerciales	()	()	()
Affaires de faillite	()	()	()
Autre affaires civiles	()	()	()

[X] NAP

Commentaire - Si « Autres affaires civiles », veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

Affaires pénales

Affaires autres que pénales

Commentaires

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[]

NA

NAP

Commentaires



052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	10 512 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Personnels non-juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, aide à la préparation de la décision)	6 374 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	1 621 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Personnels techniques	1 682 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autres personnels non juges	835 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « Autres personnels non-juges », veuillez préciser :

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	10 512 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	4 686 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	5 487 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	339 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires 3. Total non-judge staff working in courts at Supreme Court level-

The difference between 2018 (communicated data) and 2020 is pointedly given by the difference in the methodology for reporting data within the human resources sector. Thus, for 2018, in the total number of auxiliary staff (non-judge staff working at Supreme Court level) was not included the number of staff represented by ushers, procedural agents, drivers. Also, rechecking the communicated data for 2018 on this point (point. 3), it is confirmed that the total number of auxiliary staff (occupied positions) at the High Court of Cassation and Justice is 230 (2018 data, including the staff represented by the professional categories mentioned above).

=

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

- Pour l'aide judiciaire
- En matière familiale
- Pour les ordres de paiement
- Pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- Exécution des affaires civiles
- Exécution des affaires pénales
- Pour les affaires non contentieuses
- Autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

Oui

() Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

- la maintenance informatique
- la formation du personnel
- la sécurité
- les archives
- le nettoyage
- autres types de services (veuillez préciser) :

Commentaires

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The source for answers at Q46 and Q47 is the data base managed by SCM in terms of human resources in courts
The source for answers at Q52 is the data base managed by Ministry of justice in terms of human resources in courts

3.3. Ministère public

3.3.1. Procureurs et personnel

055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, auprès de tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	2 446 [] NA [] NAP	1 174 [] NA [] NAP	1 272 [] NA [] NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	1 144 [] NA [] NAP	545 [] NA [] NAP	599 [] NA [] NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	788 [] NA [] NAP	364 [] NA [] NAP	424 [] NA [] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	514 [] NA [] NAP	265 [] NA [] NAP	249 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

=

055-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les procureurs avec une rémunération proportionnellement réduite ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

055-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

- Garde d'enfants
- Soins aux personnes âgées
- A des fins de retraite anticipée
- Autre raison, veuillez préciser
- Sans raison

Commentaires

055-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de procureurs travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de procureurs) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. En première instance (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

055-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un procureur exerçant à temps partiel comparé à un procureur exerçant à temps plein ?

- Moins de 50 %
- 50 - 60%
- 60 - 80%
- Plus de 80 %
- NA
- NAP

Commentaires

056. Nombre de chefs des ministères publics.

Total	Hommes	Femmes

Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	306 [] NA [] NAP	179 [] NA [] NAP	127 [] NA [] NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	83 [] NA [] NAP	47 [] NA [] NAP	36 [] NA [] NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	131 [] NA [] NAP	77 [] NA [] NAP	54 [] NA [] NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	92 [] NA [] NAP	55 [] NA [] NAP	37 [] NA [] NAP

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus : In line with our previous reports in this matters, in the table above prosecutors from prosecution offices of the tribunals and of the courts of appeal shall be included in the category "second instance professional prosecutors".

The discrepancies in terms of number of heads within the prosecution offices compared to the previous campaign are due to the fact that the leading position mandates have expired within the current period and because of the pandemic situation competitions for filling in these positions could not be organised.

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[]
[] NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

() Oui

() Non

[] NAP

Commentaires

059-1. Les parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

	-
Violence domestique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Violence sexuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
--------------------------	---

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : Within the Public Ministry was created a network of prosecutors specialized in conducting the cases with minors. The measure has been taken by Order no. 294 of 5 December 2018 of the General Prosecutor of the Prosecutor's Office attached to the High Court of Justice and Cassation. The prosecutors-in charge manage cases that have as object offences committed both by minors, and particularly against the minors, analyse the case-law of prosecutor's offices and draft proposals for taking over the complex cases, intensively covered by media, which have not been finalized. Furthermore, these prosecutors disseminate the specialized information that they gathered in their activity on the occasion of the decentralized training sessions in which they partake, and they also transmit information on the newest domestic, E.C.H.R. or international jurisprudence on human rights.

=

060. Nombre de personnel (non-procureurs) rattaché au ministère public, si possible au 31 décembre de l'année de référence et sans le nombre de personnels non-juges, v. question 52 (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement pourvus).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	2 408 <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA

Commentaires Out of the total of 2408 filled in positions in the prosecution offices country wide, 1997 are occupied by clerks and the rest of 411 are procedural agents (who accomplish activities such as delivering summons, other courier activities etc.) and other staff such as drivers.

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The source for answers at Q55 and Q56 is the data base managed by SCM in terms of human resources in courts/prosecution offices

3.4.Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)

du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : In line with the constitutional principle of rights equality (art. 16 of the Romanian Constitutional) there are no specific gender provisions for the recruiting procedure for any legal professions but the general conditions, such as the general conditions for judges and prosecutors regulated by the art. 14 of the Law no. 303/2004 amended and republished in 2018 (such as citizenship, lack of any criminal or financial records, medical and psychological capacities).

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, ou bien si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

=

061-3-1. . Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre de la procédure de désignation des :

	Oui / Non
Présidents des tribunaux	() Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] (X) Non
Chefs des ministères publics	() Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] (X) Non

Commentaires

3.4.2 Au niveau national

061-5. Votre pays dispose-t-il d'un document général (par exemple une politique/ stratégie/ un plan d'action/ programme) sur la parité hommes/femmes qui s'applique spécifiquement au système judiciaire?

() Oui

(X) Non

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire. Pouvez-vous indiquer les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s) , ou nous le/les adresser/ télécharger ?

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances) / une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :

	Oui, veuillez préciser	Non
Le recrutement des juges	()	(X)
La promotion des juges	()	(X)
Le recrutement des procureurs	()	(X)
La promotion des procureurs	()	(X)
Le recrutement du personnel non-juge	()	(X)
La promotion du personnel non-juge	()	(X)

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire :

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte)

[X] NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la Justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité hommes/femmes)

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours)

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public

061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	()	(X)
dans les services du ministère public (procureurs)	()	(X)
pour le personnel non-juge des tribunaux	()	(X)

Commentaires - Veuillez apporter des détails sur cette personne/institution, notamment ses titres/ses fonctions :

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	()	(X)
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	()	(X)
Organisation des audiences	()	(X)
Autres	()	(X)

Commentaires -Si « Autres », veuillez préciser. Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses

évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) :

les mesures prévues (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

NAP

061-10. Existe-t-il des études d'évaluation ou des rapports officiels concernant les principales causes d'éventuelles inégalités en matière de :

- Procédures de recrutement, veuillez préciser:
- Nomination au poste de président de juridiction, veuillez préciser:
- Nomination au poste de chef de ministère public, veuillez préciser:
- Procédures de promotion et l'accès aux postes de responsabilité, veuillez préciser:
- Autres études, veuillez préciser:

NAP

Commentaire - Veuillez préciser également les documents de référence :

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

Organisation

Politiques et stratégies informatiques	<input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national par une institution <input checked="" type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau de l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> Autre
Gouvernance informatique	<input type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national par une institution <input checked="" type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Organisées au niveau de l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> Autre

Commentaires

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre) There is no national structure in charge of the strategic policy making and governance of the judicial system modernization. Every major institution has an IT department that coordinates IT system modernization. There are mixed teams of judicial staff (judges/prosecutors) and administrative/technical/scientific staff depending of the requirements of specific projects.

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des

composantes de votre nouveau système d'information ?

Oui

Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

les processus opérationnels

la charge de travail

les ressources humaines

les coûts

autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact)

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent)

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.) National Supervisory Authority for Personal Data Processing. Rights to citizens are granted by General Data Protection Regulation. By default, databases can not be shared with other administration. Any share of databases needs approval. Also, there is an outside audit mechanism regarding the case management system at the request of Ministry of Justice

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision

062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

Oui

No

Commentaires

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
Civile et/ou commerciale	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Pénale	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Administrative	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

(X) Oui

() Non

Commentaires

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

[] Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

[X] Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

[X] Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès

3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

(X) Oui

() Non

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
Civile et/ou commerciale	<p><input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p><input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n’existe pas du tout dans cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> NA</p>
Pénale	<p><input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p><input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n’existe pas du tout dans cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> NA</p>

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) <input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) <input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) <input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) <input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) <input type="checkbox"/> NA
-----------------------	---

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

Oui

Non

Commentaires

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

Administrative	(X) dans tous les tribunaux	(X) dans tous les tribunaux	() Oui
	() dans la plupart des tribunaux	() dans la plupart des tribunaux	(X) Essai pilote
	() dans certains tribunaux / certaines phases pilotes	() dans certains tribunaux / certaines phases pilotes	() Non
	() non disponible pour cette matière	() non disponible pour cette matière	[] NA
	[] NA	[] NA	

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- (X) 100% - accessible à tous dans le système judiciaire
- () 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- () 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- () 1-9% - dans un seul tribunal
- () 0% (NAP) - Pas d'accès

[] NA

Commentaires

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

- (X) Oui
- () Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co nnection d'un CMS avec un outil statistique

Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accessible aux parties <input type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input checked="" type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accessible aux parties <input type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input checked="" type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accessible aux parties <input type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input checked="" type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
Registre foncier	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Registre du commerce	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------------	---	--	--	--

Commentaires – Si d’autres registres sont concernés, veuillez préciser :

Pilotage budgétaire et financier

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l’outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d’autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Gestion des frais de justice	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres (préciser en commentaires)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

Autres outils d’administration des tribunaux

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l’activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
--------------------------------	---	--	---------------------------

Pour les juges	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour les procureurs	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

Oui

Non

Commentaires

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	---	--	--	--

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

Oui

Non

Commentaires

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Information disponible dans le CMS	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

Oui

Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	[X]	[]	[X]	[] SMS [X] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [X] Autres	[X]
Pénale	[X]	[]	[X]	[] SMS [X] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [X] Autres	[X]
Administrative	[X]	[]	[X]	[] SMS [X] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [X] Autres	[X]

Commentaires Transmitting summons by fax can be an other modality of sending summons.

In terms of specific legislation framework in this matter, there should be mentioned the Code of criminal procedure and the Code of civil procedure

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique	Disponibilité pour

Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Avocats <input type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Avocats <input type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Avocats <input type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat

Commentaires

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui

Commentaires

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés (contentieux relatif aux petites créances, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire) ?

() Oui

(X) Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant.

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition des parties, etc.).

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

Oui

Non

Commentaires

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Autres dispositifs de communication électronique entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers

3.6. Performance et évaluation

3.6.1 Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	() Oui (X) Non
dans les services du ministère public	() Oui (X) Non

Commentaires

3.6.2 Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

[X] nombre de nouvelles affaires

[X] durée des procédures (délais)

[X] nombre d'affaires terminées

[X] nombre d'affaires pendantes

[X] stocks d'affaires

[X] productivité des juges et des personnels des tribunaux

[] satisfaction du personnel des tribunaux

[] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

[] coûts des procédures judiciaires

[X] nombre de recours

[X] taux de recours

[X] clearance rate

[X] disposition time

[X] autre (veuillez préciser) :- e.g. suspended cases

Commentaires - e.g. suspended cases

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

- Oui
- Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence:

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si « Moins fréquente » ou « Plus fréquente », veuillez préciser : biannual (twice a year)

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

- Oui
- Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

Oui

Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

Oui

Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

=

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) ?

Conseil Supérieur de la Magistrature

Ministère de la Justice

Organe d'inspection

Cour Suprême

Organe d'audit externe

Autre (veuillez préciser) :PRESIDENTS OF THE COURTS

Commentaires "Other": president of the court

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) ?

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

3.6.3 Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public

070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires ECRIS - case management and STATIS - statistics monitoring application including for court's efficiency assessment

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)

- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

Commentaires STATIS - statistics monitoring application including for court's efficiency assessment

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	(X)	()
dans les services du ministère public	(X)	()

Commentaires There are statistical reports developed by an IT application called Statis that monitor the duration of a court trial on different levels - total time, preliminary proceedings, delays between the sessions, time for drafting the decision etc.

3.6.4 Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

- (X) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :The Superior Council of Magistracy
- () Non

Commentaires There are also statistics departments in the Ministry of Justice and Prosecutors' Office by the High Court of Cassation and Justice. Each court implements in a shared application its own statistical information. Such data is centralized automatically in the statistics server managed by the Ministry of Justice. The access to the information is ensured to an equal extent also to the Judicial Statistics Unit within the Superior Council of Magistracy.

080-1. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal sont-elles publiées ?

- (X) Oui, sur internet
- () Non, seulement en interne (sur un site intranet)
- () Non

Commentaires

=

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :STATISTICS DEPARTMENT OF PICCJ

Non

Commentaires

080-3. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public sont-elles publiées ?

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

=

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

=

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) : The Report is published on the web site of the Public Ministry.

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires The report of the MP (MINISTERUL PUBLIC) is published twice a year.

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires biannual (twice a year)

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : As mentioned in the previous cycle, indeed there are special appointed prosecutors that present the case files before the court and uphold the position of the prosecution service, aspect that describes moreover the procedural duties and competences of the prosecutors in the procedural stage where the case is being heard before the court, than as a dialogue between prosecutors and courts regarding the way cases are presented before the courts.

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

- Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)
- Pouvoir législatif
- Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)
- Président de la juridiction
- Autre (veuillez préciser) :
- NAP

Commentaires

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

- Oui
- Non

Commentaires According to the provisions of art. 39 of the Law no. 303/2004, amended and republished in 2018, judges and prosecutors are being periodically evaluated under the observance of the professional and performance criteria. The evaluation shall envisage the quality of their activity, efficiency, integrity as well as the fulfillment of the obligation to take part in in-service professional training and on managerial activity for those judges and prosecutors in leadership positions. The periodical evaluation shall be first carried out by the end of the first 2 years of activity after the entering in profession and shall be continued every 3/4/5 years depending on the seniority in profession (5-10 years, 10-15 years, over 15 years of seniority).

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

=

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

- Oui
- Non

Commentaires

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

- Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)
- Procureur général /Procureur de la République
- Conseil supérieur des procureurs
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Autre (veuillez préciser) :
- NAP

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

Oui

Non

Commentaires

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires According to the provisions of art. 39 of the Law no. 303/2004, amended and republished in 2018, judges and prosecutors are being periodically evaluated under the observance of the professional and performance criteria. The evaluation shall envisage the quality of their activity, efficiency, integrity as well as the fulfillment of the obligation to take part in in-service professional training and on managerial activity for those judges and prosecutors in leadership positions. The periodical evaluation shall be first carried out by the end of the first 2 years of activity after the entering in profession and shall be continued every 3/4/5 years depending on the seniority in profession (5-10 years, 10-15 years, over 15 years of seniority).

C4. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Legislation on the statute of judges and prosecutors (Law no. 303/2004, amended and republished) and the Regulation on evaluation

4. Procès équitable

4.1. Principes

4.1.1 Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

[]

NA

NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. i oui, quel est le ratio entre le nombre total de procédures de récusation initiées et le nombre de récusations qui ont été prononcées (au cours de l'année de référence) ?

[13]

[] NA

Commentaires

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ?

[X] Pour les procédures civiles (non-exécution)

[X] Pour les procédures civiles (durée)

[X] Pour les procédures pénales (durée)

[] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour européenne des droits de l'homme au niveau de l'Etat / au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées) : In this respect, we should mention some aspects regarding the internal mechanism to ensure timely and effective execution of judgments of the European Court of Human Rights: The mechanism's normative basis is represented by the Government Ordinance no. 94/30 August 1999, published in the Official Journal no. 424/31 August 1999, as modified by the Government Urgency Ordinances nos. 64/28 June 2003, published in the Official Journal no. 464/29 June 2003 and 48/21 April 2008, published in the Official Journal no. 330/25 April 2008 and approved by Law no. 191/21 October 2008, published in the Official Journal no. 728/28 October 2008. The enforcement of ECHR's judgments, regarding both individual and general measures, is supervised by the Directorate of the Government Agent for the European Court of Human Rights within the Ministry of Foreign Affairs. In this context, it also supervises the payment of the just satisfaction awarded by the European Court – by transmitting the necessary data to the Ministry of Public Finances in order for this authority to pay the sums awarded by the Court. Regarding individual measures other than the payment of just satisfaction, the aforementioned directorate informs the authorities involved about the measures of this nature required to enforce a ECHR judgment and the need to fulfill the obligations implied in order to fully execute the judgment. Concerning general measures, the directorate initiates and coordinates the actions of the actors involved. -Thus, it raises awareness as to the possible general measures implied by the European Court's judgments and consults and coordinates the authorities involved in order to carry into effect the necessary actions in order to fulfill the obligations required by the judgment. As for the modalities to liaise with persons or bodies responsible at the national level for deciding on the measures necessary to execute the judgments and the modalities to acquire information from other state actors, they are accomplished by means of written correspondence, consultations, meetings and inter-ministerial working groups. Another important aspect concerns the drawing-up of action plans/reports and related effective coordination/cooperation with the relevant actors at the national level for the same purpose of implementing of the Court's judgments. It should be mentioned that the action plans/reports are drawn-up, in particular with regard to judgments revealing structural problems or special issues, following consultations held with the authorities concerned, meetings and inter-ministerial working groups.

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation de la Convention européenne des droits de l'homme par la Cour Européenne des droits de l'homme ?

(X) Oui

() Non

[] NAP

Commentaires

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : current legislation and statistics (ECRIS)

4.2. Durée des procédures

4.2.1 Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

- en matière civile
 en matière pénale
 en matière administrative
 Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

- en matière civile (petits litiges)
 en matière pénale (infractions mineures)
 en matière administrative
 Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements oralement, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

- affaires civiles
 affaires pénales
 affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : According to art. 169 of the Civil Procedural Code, after initiating proceedings, is if all parties are represented by a lawyer or a legal counsel it is possible for them to agree to exchange documents directly. In this case the recipient will confirm the receiving of the document on the copy submitted to the court.

4.2.2 Gestion des flux d'affaires – première instance

091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	587 819 [] NA [] NAP	1 282 448 [] NA [] NAP	1 239 954 [] NA [] NAP	630 313 [] NA [] NAP	28 684 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	543 619 [] NA [] NAP	1 174 754 [] NA [] NAP	1 175 845 [] NA [] NAP	542 528 [] NA [] NAP	21 415 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	12 698 [] NA [] NAP	28 673 [] NA [] NAP	25 865 [] NA [] NAP	15 506 [] NA [] NAP	4 804 [] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	2 453 [] NA [] NAP	22 356 [] NA [] NAP	20 821 [] NA [] NAP	3 988 [] NA [] NAP	106 [] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	10 245 [] NA [] NAP	6 317 [] NA [] NAP	5 044 [] NA [] NAP	11 518 [] NA [] NAP	4 698 [] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	5 108 [] NA [] NAP	5 329 [] NA [] NAP	4 372 [] NA [] NAP	6 065 [] NA [] NAP	256 [] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	5 137 [] NA [] NAP	988 [] NA [] NAP	672 [] NA [] NAP	5 453 [] NA [] NAP	4 442 [] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

3. Affaires administratives	31 502 [] NA [] NAP	79 021 [] NA [] NAP	38 244 [] NA [] NAP	72 279 [] NA [] NAP	2 465 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			

Commentaires The decrease in the number of resolved cases in 2020 was caused by the context of the Covid-19 pandemic. The activity of all the courts was partially suspended between the 15-th of March until the end of May 2020 because a state of emergency was declared. During that period only few urgent cases were adjudicated. Some courts instituted preventive measures even before the 15-th of March 2020 which included postponing non-urgent cases. After the state of emergency ended there were still in place measures that affected the normal activity of the courts like: the introduction of specific timeframes for each case, hearings through video conference, a strict limitation of human interaction at the auxiliary compartments of the courts that dealt directly with public like the Archive and the Registry office, so that requests and documents had to be submitted by post, fax or e-mail. These measures affected not only the court staff but all court users that had to adapt to the new circumstances and led to the postponement of many cases. There were also gaps in activity caused by cases of Covid-19 among the personnel of the courts. The same explanation is valid for the increased Disposition time which led to an increased number of pending cases older than 3 years.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

. Divorce with the consent of the parties, granting of legal personality, modification of the constitutive acts of legal persons, requests related to unions, non-litigious requests (civil, litigation with professionals, minors and family).

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

. NAP

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	106 622 [] NA [] NAP	341 899 [] NA [] NAP	342 634 [] NA [] NAP	105 887 [] NA [] NAP	4 316 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

2. Infractions mineures	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				
3. Autres affaires pénales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :
As stated at Q91 the context of the Covid-19 pandemic affected the activity of the courts which led to the decrease in the number of resolved cases in 2020 an increased Disposition time and an increased number of pending cases older than 3 years. In criminal law cases postponements were recurrent in cases involving persons serving a prison sentence, because generally they have to be brought to every court hearing which was not always possible due to the quarantine measures taken by the prison administrations.

4.2.3 Gestion des flux d'affaires – seconde instance

097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	72 979 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	169 147 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	163 922 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	78 204 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	1 765 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	71 874 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	166 596 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	161 403 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	77 067 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	1 740 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	1 105 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	2 551 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	2 519 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	1 137 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	25 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	364 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	1 132 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	1 072 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	424 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	12 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	741 [] NA [] NAP	1 419 [] NA [] NAP	1 447 [] NA [] NAP	713 [] NA [] NAP	13 [] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	741 [] NA [] NAP	1 419 [] NA [] NAP	1 447 [] NA [] NAP	713 [] NA [] NAP	13 [] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. As stated at Q91 the context of the Covid-19 pandemic affected the activity of the courts which led to the decrease in the number of resolved cases in 2020 an increased Disposition time and an increased number of pending cases older than 3 years.

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	7 166 [] NA [] NAP	22 243 [] NA [] NAP	22 061 [] NA [] NAP	7 348 [] NA [] NAP	107 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Infractions mineures	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser.

4.2.4 Gestion des flux d'affaires – Cour suprême



099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	39 454 [] NA [] NAP	49 338 [] NA [] NAP	51 922 [] NA [] NAP	36 870 [] NA [] NAP	882 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	17 586 [] NA [] NAP	23 746 [] NA [] NAP	24 856 [] NA [] NAP	16 476 [] NA [] NAP	421 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	111 [] NA [] NAP	208 [] NA [] NAP	221 [] NA [] NAP	98 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	1 [] NA [] NAP	34 [] NA [] NAP	34 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	110 [] NA [] NAP	174 [] NA [] NAP	187 [] NA [] NAP	97 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	110 [] NA [] NAP	174 [] NA [] NAP	187 [] NA [] NAP	97 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

3. Affaires administratives	21 757 [] NA [] NAP	25 384 [] NA [] NAP	26 845 [] NA [] NAP	20 296 [] NA [] NAP	460 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser.

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

- () Oui, veuillez indiquer le nombre d'affaires classées par cette procédure
- (X) Non

Commentaires

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	145 [] NA [] NAP	353 [] NA [] NAP	364 [] NA [] NAP	134 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Infractions mineures	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Autres affaires pénales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :

4.2.5 Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques



101. Nombre d'affaires contentieuses spécifiques reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans
Divorce contentieux	15 599 [] NA [] NAP	27 892 [] NA [] NAP	26 863 [] NA [] NAP	16 628 [] NA [] NAP	218 [] NA [] NAP
Licenciement	1 339 [] NA [] NAP	2 074 [] NA [] NAP	1 638 [] NA [] NAP	1 775 [] NA [] NAP	55 [] NA [] NAP

Faillite	27 048 [] NA [] NAP	19 859 [] NA [] NAP	22 409 [] NA [] NAP	24 498 [] NA [] NAP	4 177 [] NA [] NAP
Vol avec violence	983 [] NA [] NAP	1 445 [] NA [] NAP	1 535 [] NA [] NAP	893 [] NA [] NAP	35 [] NA [] NAP
Homicide volontaire	657 [] NA [] NAP	1 206 [] NA [] NAP	1 214 [] NA [] NAP	649 [] NA [] NAP	16 [] NA [] NAP

Commentaires The increase in the number of employment dismissal cases may be attributed to a complex set of socio-economical factors and we do not have the data analysis in this matter. However, at least some of the increase may be caused by the context of Covid 19 pandemic that affected a lot of economic sectors that may have caused a surge in employment dismissal cases.



=

101-0. Nombre de procédures/ affaires relatives aux demandeurs d'asile et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans
Procédures non-juridictionnelles relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Procédures non-juridictionnelles relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	232 [] NA [] NAP	1 123 [] NA [] NAP	1 078 [] NA [] NAP	279 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	117 [] NA [] NAP	265 [] NA [] NAP	238 [] NA [] NAP	148 [] NA [] NAP	8 [] NA [] NAP

Commentaires In the national Statis system, the cases are recorded on different categories of pending cases. So, in the last column, there are number of cases pending for more than 3 years instead of 2.

As to the increased number of cases relating to asylum seekers at the beginning of 2020, the reason is the increased number of incoming cases in 2019 due to the increase of the migration as a phenomenon

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. The judicial remedies relating to asylum seekers is regulated by Law no 122/2006 on asylum in Romania.

The access to the asylum procedure is guaranteed to any foreign or stateless person that is on the Romanian territory or at the frontier and who requests orally or in writing the protection of the Romanian state, under the conditions of the law.

The application is filed at the competent authorities and it is then forwarded to the National Office for Immigration.

In any phase of the asylum procedure, the applicant has the right to be assisted by a lawyer, the right to an interpreter, the right to contact and to be assisted by an official of UNCHR or a national or international NGO etc.

The applicant has free access to court, including legal assistance and exemption from *cautio judicatum solvi*.

101-2. Nombre d'affaires d'abus sexuels d'enfants et de pornographie enfantine reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Abus sexuels d'enfants	297 [] NA [] NAP	418 [] NA [] NAP	323 [] NA [] NAP	390 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP
Pornographie enfantine	66 [] NA [] NAP	159 [] NA [] NAP	111 [] NA [] NAP	111 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez expliquer les définitions juridiques de ces catégories d'infractions dans votre système : Sexual intercourse with a minor, art. 220 CP: Sexual intercourse, oral or anal intercourse and other acts of vaginal or anal penetration committed with a minor under 15 years or by a major with a minor aged between 15 and 18 years in some circumstances.

Sexual corruption of minors, art. 221 CP: a sexual act other than that referred to in art. 220 against a minor under the age of 13 years or the corruption of the minor to bear or carry out such an act; the sexual act of any nature committed by a major in the presence of a minor under the age of 13 years; a major corrupting a minor under the age of 13 years to assist in acts of flasher or performances in which they commit sexual acts of any kind and making available pornographic material.

child pornography - art. 374 CP: The production, possession, purchase, storage, display, promotion, distribution and making available in any way, of child pornography

102. Pourcentage des décisions ayant fait objet d'un appel, durée moyenne des procédures et pourcentage d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans pour toutes les instances, concernant des affaires contentieuses spécifiques. La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'instruction en matière pénale, ainsi que de la phase d'exécution.

% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances

Affaires civiles et commerciales contentieuses	Valeur numérique maximale autorisée : 100 10 [] NA [] NAP	119 [] NA [] NAP	220 [] NA [] NAP	210 [] NA [] NAP	127 [] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 4 [] NA [] NAP
Divorce contentieux	Valeur numérique maximale autorisée : 100 6 [] NA [] NAP	255 [] NA [] NAP	231 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	252 [] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 1 [] NA [] NAP
Licenciement	Valeur numérique maximale autorisée : 100 56 [] NA [] NAP	234 [] NA [] NAP	186 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	222 [] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 3 [] NA [] NAP
Faillite	Valeur numérique maximale autorisée : 100 30 [] NA [] NAP	483 [] NA [] NAP	141 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	393 [] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 14 [] NA [] NAP
Vol avec violence	Valeur numérique maximale autorisée : 100 51 [] NA [] NAP	215 [] NA [] NAP	160 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	174 [] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 1 [] NA [] NAP
Homicide volontaire	Valeur numérique maximale autorisée : 100 55 [] NA [] NAP	165 [] NA [] NAP	110 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	171 [] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 2 [] NA [] NAP

Commentaires "Average total length of the total procedure": for the present cycle a different methodology of calculation is applied, in compliance with the Explanatory Note. Accordingly, 2020 data are not comparable with previous data.

The amendments to the new Criminal Procedural Code for putting in accordance the new Code with the decisions of the Constitutional Court and with those of the High Court, might have influenced the modifications in terms of lengths of procedures (regarding the intentional homicide cases).

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. Two alternative divorce procedures were introduced by the new Civil Code, which entered into force on October 1st, 2011: the administrative divorce, at the civil status service, and the divorce in front of the public notary. These alternatives are available in the situation of the divorce through mutual consent. They are already contributing to a quicker dispute resolution and to relieving the burden on courts.

Details:

The non-litigious divorce is of the competence of the court of first instance, notary public or civil status officer. The procedure is different depending on each authority, but has the following common rules:

- The existence of the spouses' agreement about the divorce and its consequences;
- Granting 30 days from the registration date of the application until the pronouncement of the divorce;
- Compulsory presence of the parties to express their consent to divorce, with the exceptions stipulated by law;
- Hearing the minor who reached 10 years (except the administrative procedure of the competence of the civil status officer which imposes no minor children);
- The compulsory settlement of the applications concerning the exercise of the parental authority and the contribution of the parents at the expenses for the children grow up and education, when the spouses have minor children, born before or during the marriage or adopted (except of course the administrative procedure of the competence of the civil status officer); the family name the spouses will bear after divorce.

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. The length of proceedings is calculated starting from the moment when the file is created and implemented in the IT system, until the moment when the case is closed in the IT system. This includes the time for drafting the decision.

4.2.6 Gestion des flux d'affaires – ministère public

105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

[X] diriger ou superviser l'enquête policière

[X] mener des enquêtes

[X] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes

[X] porter une accusation

[X] soumettre l'affaire au tribunal

[X] proposer une peine au juge

[X] faire appel

[X] superviser la procédure d'exécution

[X] classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)

[] clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge

[X] autres attributions significatives (veuillez préciser) :to defend the legitimate rights and interests of the minors, of the persons under interdiction, of the disappeared and of other persons in the legal conditions;

Commentaires "other": to defend the legitimate rights and interests of the minors, of the persons under interdiction, of the disappeared and of other persons in the legal conditions;

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

affaire civiles

affaires administratives

affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

107. Procureurs : Nombre total d'affaires pénales en 1ère instance

	Nombre d'affaires
1. Affaires pendantes au 1er Janvier de l'année de référence	1 144 581 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires nouvelles/reçues	571 501 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires traitées (3.1+3.2+3.3+3.4)	564 155 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1. Classées pendant l'année de référence (3.1.1+3.1.2+3.1.3+3.1.4)	442 820 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.1. Classées par le procureur parce que l'auteur n'a pas pu être identifié	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.2 Classées par le procureur en raison d'une absence de constat d'infraction ou en raison d'une situation juridique particulière	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.3 Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.4 Classement pour d'autres raisons	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.2.. Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	75 636 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.3. Affaires clôturées par le procureur pour d'autres raisons	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3.4. Affaires portées devant les tribunaux	45 699 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Affaires pendantes au 31 décembre de l'année de référence	1 161 346 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires There are no available data on grounds on which a decision to discontinue a case is taken by the public prosecutor.

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été terminées par le biais de cette procédure ?

Total	Infractions graves	Infractions mineures

Nombre total de procédures du plaider coupable	2 175 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Avant la procédure judiciaire principale devant les tribunaux	2 175 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Pendant la procédure judiciaire principale	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires

109. Les données communiquées dans le cadre de la Q107 incluent-elles le contentieux routier ?

- (X) Oui
- () Non

Commentaires Only serious offenses that are considered crimes, such as drunk driving or involuntary manslaughter.

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Department of statistics of the Superior Council of Magistracy of Romania

5.Carrière des juges et procureurs

5.1.Recrutement et promotion

5.1.1Recrutement et promotion des juges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

- [X] principalement par concours (concours ouvert)
- [] principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
- [] une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- [] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- [X] Une instance composée seulement de juges
- [] Une instance composée seulement de non juges
- [] Une instance / des instances composée(s) de juges et de non-juges
- [] Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

111-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	9	2	7
	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose ses membres :

111-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez préciser quel organe est compétent pour décider en appel :

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

Oui

Non

Commentaires

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges : (réponses multiples possibles)

Concours/Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge : (réponses multiples possibles)

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.2 Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Quel est le statut du ministère public ?

Un statut indépendant en tant qu'entité distincte parmi les institutions de l'État

Fait partie du pouvoir exécutif mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle

mesure)

Fait partie du pouvoir exécutif (sans indépendance fonctionnelle)

Fait partie du pouvoir judiciaire mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

Fait partie du pouvoir judiciaire (sans indépendance fonctionnelle)

Un modèle mixte (veuillez expliquer)

Un autre statut (veuillez expliquer)

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (telles que le financement) et comment ces dernières sont établies (Constitution, législation etc.). De même, si « modèle mixte » ou « autre » veuillez préciser :

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

115-2. Si vous avez répondu « Oui » à la Q115-1, y-a-t-il des exceptions prévues par la loi ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez décrire ces exceptions :

115-3. Si vous avez répondu « Non » à la Q115-1, quelle autorité peut émettre des instructions spécifiques ?

Procureur général

Procureur hiérarchiquement supérieur / Chef de service

Pouvoir exécutif

Autre

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-4. Quelle forme peuvent avoir les instructions ?

Instruction orale

Instruction orale avec confirmation écrite

Instruction écrite

Autre

NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-5. Dans ce cas, ces instructions sont-elles :

Délivrées en ayant demandé l'avis préalable du Procureur compétent

Obligatoires

Motivées

Enregistrées dans le dossier

Autre

NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-6. Quelle est la fréquence de ce type d'instructions ?

Exceptionnelles

Occasionnelles

Fréquentes

Systématiques

NAP

Commentaires

115-7. En cas d'instructions, le procureur peut-il s'opposer ou faire rapport à une institution ou à un organisme indépendant ?

Oui

Non

NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser à quel organisme/institution et veuillez décrire dans quelles conditions :

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

Une instance composée seulement de procureurs

Une instance composée seulement de non procureurs

Une instance composée de procureurs et de non procureurs

Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

117-1. Combien de membres composent cette instance ?

Total	Hommes	Femmes
-------	--------	--------

Membres	5 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
----------------	------------------------	------------------------	------------------------

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose/nomme ses membres :

117-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez préciser quel est l'organe compétent pour décider en appel :

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

Oui

Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

Commentaires

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs ? (réponses multiples possibles)

Concours / Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur :

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.3 Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

Pour des raisons disciplinaires

Pour des raisons organisationnelles

Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :

Non

Commentaires

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :2 years

Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :2 years

Non

Commentaires

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

NA

NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

Oui

Non

NAP

Commentaires

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

NA

NAP

126-1. Est-il renouvelable ?

- Oui
 Non
 NAP

E1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : legal provisions of the Law 303/2004 modified and republished in 2018 on statute of judges and prosecutors and the Romanian Constitution

5.2. Formation

5.2.1 Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

128. Fréquence de la formation continue des juges :

Fréquence de la formation

Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges : In 2020, due to Covid-19 restrictions, the continuous training activities were seriously affected. Thus, NIM did not conduct training activities in the field of use of computer facilities and management functions of the court. Only 76 training activities were organized in 2020 in pandemic conditions, out of which 12 in specialized judicial functions and 1 in ethics. Also an online HELP tutored course on Child-friendly Justice and Children's Rights was available for judges and prosecutors.

5.2.2 Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs : In 2020, due to Covid-19 restrictions, the continuous training activities were seriously affected. Thus, NIM did not conduct training activities in the field of use of computer facilities and management functions of the court. Only 76 training activities were organized in 2020 in pandemic

conditions, out of which 12 in specialized judicial functions and 1 in ethics. Also an online HELP tutored course on Child-friendly Justice and Children's Rights was available for judges and prosecutors.

5.2.3 Instituts de formation

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Institution(s) pour les juges	[]	[]	[]
Institution(s) pour les procureurs	[]	[]	[]
Institution(s) commune(s) pour juges et procureurs	[]	[]	[X]

Commentaires The National Institute of Magistracy is the public institution entitled to provide both initial and in-service professional training for both judges and prosecutors, as well as training of trainers and it functions under the coordination of the Superior Council of Magistracy. Moreover, in terms of in-service professional training both judges and prosecutors can take part in decentralized in-service programs organised countrywide and in other forms of training programs aboard on different subjects and domains of their professional interest. NIM organizes continuous training activities both at centralized and decentralized level on an annual basis. Thus, every year, the Institute develops centralized and decentralized continuous training programs, taking into account the dynamics of the legislative process and the training needs of judges and prosecutors.

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'(des) institution(s) pour l'année de référence, en €
Institution(s) pour les juges	[] NA [X] NAP
Institution(s) pour les procureurs	[] NA [X] NAP
Institution(s) commune(s) pour les juges et procureurs	11 092 181 [] NA [] NAP

Commentaires NIM's budget is of 53.908.000 lei, according to the Activity Report for 2020.

The increase in the budget is explained by the increase of salaries for some categories of NIM staff: judges and prosecutors recruited as full time trainers, legal staff assimilated to judges and prosecutors and judicial trainees (justice auditors). NIM's budget also reflects national co-financing for training activities organised in projects financed through European structural funds / Norwegian Financial Mechanism 2014-2021, projects that are submitted and implemented by NIM as solely / co-beneficiary.

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. Initial training for judges and prosecutors is compulsory.

5.2.4 Nombre de formations



131-2. Nombre de formations continues disponibles et dispensées (en jours) par les institutions publiques responsable(s) de la formation.

	Nombre de formations en présentiel disponibles	Nombre de formations dispensées en présentiel en jours	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	304 [] NA [] NAP	71 [] NA [] NAP	85 [] NA [] NAP
1. Pour les juges	42 [] NA [] NAP	37 [] NA [] NAP	5 [] NA [] NAP
2. Pour les procureurs	38 [] NA [] NAP	37 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
3. Pour le personnel non-juge	2 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP	66 [] NA [] NAP
4. Pour le personnel non-procureur	2 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP	16 [] NA [] NAP
5. Formations pour les autres professionnels	4 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez préciser s'il existe des formations pour les juges et/ou procureurs qui incluent d'autres professionnels de la justice . Due to the pandemic restrictions, NIM organized 76 training sessions out of the total of 304 training sessions programmed for 2020. 2 training sessions opened for non-judge/non-prosecutor staff- assistant-magistrates, legal staff assimilated to judges and prosecutors 4 training sessions opened for other professionals - National Administration of Penitentiaries, police officers and other specialists in connected fields (financial specialists, psychologists, social workers etc). The 66/16 online training courses for non-judge-non-prosecutor staff were organised by the National School of Clerks. More precisely, in 2020 for non-judge staff there were 66 online courses lasting 210 days and for non-prosecutor staff there were 16 online courses lasting 166 days. The discrepancies are due to the pandemic restrictions.

131-3. Nombre de participants aux formations au cours de l'année de référence

	Nombre de participants aux formations en présentiel	Nombre de participants aux formations en ligne (e-learning)
Total	1 381 [] NA [] NAP	3 652 [] NA [] NAP
Juges	702 [] NA [] NAP	66 [] NA [] NAP
Procureurs	547 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP
Personnel non-juge	9 [] NA [] NAP	3 026 [] NA [] NAP

Personnel non-procureur	9 [] NA [] NAP	480 [] NA [] NAP
Autres professionnels	23 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires NIM trained: 9 persons trained out of non-judge/non-prosecutor staff- assistant-magistrates, legal staff assimilated to judges and prosecutors

23 persons trained out of other professionals - 5 National Administration of Penitentiaries, 9 police officers and 9 other specialists in connected fields (financial specialists, psychologists, social workers etc).

NSC trained: 3026/480 participants at online courses for the non-judge/non-prosecutor staff.

5.3.Exercice de la profession

5.3.1 Salaires et avantages des juges et procureurs

132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	43 223 [] NA [] NAP	25 285 [] NA [] NAP	210 468 [] NA [] NAP	123 124 [] NA [] NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	87 522 [] NA [] NAP	51 200 [] NA [] NAP	426 180 [] NA [] NAP	249 315 [] NA [] NAP
Procureur au début de sa carrière	43 223 [] NA [] NAP	25 285 [] NA [] NAP	210 468 [] NA [] NAP	123 124 [] NA [] NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	67 051 [] NA [] NAP	39 225 [] NA [] NAP	326 496 [] NA [] NAP	191 000 [] NA [] NAP

Commentaires

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Retraite spécifique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Logement de fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Autre avantage financier	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
---------------------------------	----------------------	----------------------

Commentaires Other financial benefits are essentially related to medical expenses and travel expenses (limited).

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

. Other financial benefits are essentially related to medical expenses and travel expenses (limited).

[] NAP

=

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Consultant	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Fonction culturelle	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Fonction politique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Médiateur	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autre fonction	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser : similar to judges, see Q 135

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

- Oui
 Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser les conditions et si possible les montants :

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

- Oui
 Non

Commentaires

138-1. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

- Juges uniquement
 Juges et représentants d'autres professions juridiques
 Autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-2. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public?

- Oui
 Non
[] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique,

utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires

138-4. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

Procureurs uniquement

Procureurs et représentants d'autres professions juridiques

Autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-5. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public ?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. In our judicial system, there are not only opinions in terms of ethics/deontology but a Deontological Code which is publicly available, the Superior Council of Magistracy being entitled to publish the Code, as previously mentioned and there are also decisions of the Sections for judges/prosecutors on alleged breaches of the deontological code which are also being published after being anonymised.

5.4.Procédures disciplinaires

5.4.1 Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions



140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (réponses multiples possibles) ?

Justiciables

Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique

Cour suprême

Conseil supérieur de la magistrature

Tribunal disciplinaire

Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)

Médiateur (Ombudsman)

Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

Autre (veuillez préciser) :

Ceci n'est pas possible

Commentaires

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (réponses multiples possibles) :

Citoyens

- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal disciplinaire
- Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :
- Ceci n'est pas possible

Commentaires

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (réponses multiples possibles)

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires According to art. 44 para.1 of the Law no.317/2004 amended and republished, the Superior Council of Magistracy accomplishes through its Sections (for judges/for prosecutors) the role of a judicial court in the field of disciplinary liability of judges and prosecutors.

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (réponses multiples possibles)

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires According to art. 44 para.1 of the Law no.317/2004 amended and republished, the Superior Council of Magistracy accomplishes through its Sections (for judges/for prosecutors) the role of a judicial court in the field of disciplinary liability of judges and prosecutors.

5.4.2 Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	9 [] NA [] NAP	9 [] NA [] NAP
1. Faute déontologique	3 [] NA [] NAP	6 [] NA [] NAP
2. Insuffisance professionnelle	12 [] NA [] NAP	13 [] NA [] NAP
3. Délit pénal	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autre	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : As previously, in the table above we have indicated the number of disciplinary actions registered in the reference year (2020) before the Sections for judges and prosecutors of the Superior Council of Magistracy in disciplinary matters (9 disciplinary cases/disciplinary actions were registered before the Section for Judges of the SCM in disciplinary matters and 9 disciplinary cases were registered before the Section for Prosecutors of the SCM in disciplinary matters).

The discrepancies between the number of disciplinary actions and the number of breaches of professional ethics + breaches of the professional inadequacy are due to the fact that one disciplinary action can refer to not only one but more disciplinary offences, as well as to not only one but more magistrates.

The disciplinary offences are expressly regulated under the provisions of art. 99 of the Law no.303/2004 amended and republished in 2018.

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	11 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP
1. Réprimande	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2. Suspension	3 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Amende	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
5. Diminution de salaire temporaire	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
6. Rétrogradation de poste	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
8. Démission	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
9. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
10. Révocation	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. There should be taken into account that the above mentioned data reflect the number of the disciplinary sanctions rendered in the reference year (2020) irrespectively of the year the disciplinary action was registered in, therefore this number is not necessary equal to the number of disciplinary actions registered in 2020, as these sanctions can be rendered for disciplinary actions registered before 2020 while there are also disciplinary actions registered in 2020 but not yet solved before the end of 2020; moreover, most of the decisions are final but there are also several ones are not final yet (the recourse procedure). "Position downgrade" - this type of disciplinary sanction did not exist and it has been introduced by the Law no. 242/2018.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The sources of these data are the registration archives of the Sections for Judges/prosecutors of the Superior Council of Magistracy in disciplinary matters.

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1 Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

Total	Hommes	Femmes
-------	--------	--------

Nombre d'avocats	23 424 <input type="checkbox"/> NA	9 855 <input type="checkbox"/> NA	13 569 <input type="checkbox"/> NA
-------------------------	---------------------------------------	--------------------------------------	---------------------------------------

Commentaires There is no official explanation due to legal norms, in principle such fluctuations can be registered within the profession, as long as the total number has not registered significant fluctuations.

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non ()

Commentaires

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

NA

NAP

Commentaires

=

149. La représentation légale devant les tribunaux est-elle exclusivement exercée par les avocats pour les : (réponses multiples possibles)

	Première instance	Deuxième instance	Cour suprême
Affaires civiles	(<input type="checkbox"/>) Oui, toujours (<input type="checkbox"/>) Oui, pour certaines affaires (<input checked="" type="checkbox"/>) Non <input type="checkbox"/> NAP	(<input type="checkbox"/>) Oui, toujours (<input type="checkbox"/>) Oui, pour certaines affaires (<input checked="" type="checkbox"/>) Non <input type="checkbox"/> NAP	(<input type="checkbox"/>) Oui, toujours (<input type="checkbox"/>) Oui, pour certaines affaires (<input checked="" type="checkbox"/>) Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires de licenciement	(<input type="checkbox"/>) Oui, toujours (<input type="checkbox"/>) Oui, pour certaines affaires (<input checked="" type="checkbox"/>) Non <input type="checkbox"/> NAP	(<input type="checkbox"/>) Oui, toujours (<input type="checkbox"/>) Oui, pour certaines affaires (<input checked="" type="checkbox"/>) Non <input type="checkbox"/> NAP	(<input type="checkbox"/>) Oui, toujours (<input type="checkbox"/>) Oui, pour certaines affaires (<input checked="" type="checkbox"/>) Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires pénales - Défendeur	(<input type="checkbox"/>) Oui, toujours (<input type="checkbox"/>) Oui, pour certaines affaires (<input checked="" type="checkbox"/>) Non <input type="checkbox"/> NAP	(<input type="checkbox"/>) Oui, toujours (<input type="checkbox"/>) Oui, pour certaines affaires (<input checked="" type="checkbox"/>) Non <input type="checkbox"/> NAP	(<input type="checkbox"/>) Oui, toujours (<input type="checkbox"/>) Oui, pour certaines affaires (<input checked="" type="checkbox"/>) Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires pénales - Victime	(<input type="checkbox"/>) Oui, toujours (<input type="checkbox"/>) Oui, pour certaines affaires (<input checked="" type="checkbox"/>) Non <input type="checkbox"/> NAP	(<input type="checkbox"/>) Oui, toujours (<input type="checkbox"/>) Oui, pour certaines affaires (<input checked="" type="checkbox"/>) Non <input type="checkbox"/> NAP	(<input type="checkbox"/>) Oui, toujours (<input type="checkbox"/>) Oui, pour certaines affaires (<input checked="" type="checkbox"/>) Non <input type="checkbox"/> NAP

Affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui, toujours	<input type="checkbox"/> Oui, toujours	<input type="checkbox"/> Oui, toujours
	<input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires	<input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires	<input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires
	<input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Non
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des avocats : According to the provisions of the Civil Procedure Code, as well as according to the provisions of Law no. 51/1995 for the exercise of the profession of lawyer, the party can be represented in the civil trial not only by the lawyer, but also by a person who does not have this capacity, nevertheless for the case in which the mandate is given to another person than to a lawyer. According to the procedural rules, if the mandate is given to another person than to a lawyer, the proxy can rest the case only through lawyer.

As in civil matters, legal representation in criminal and administrative proceedings at all instances can be carried out by lawyers but also by other persons/entities.

149-0. Si d'autres que les avocats peuvent représenter un client devant les tribunaux, veuillez préciser qui :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Membre de la famille	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Personne concernée elle-même	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Syndicat	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser. De plus, pour les catégories sélectionnées, veuillez préciser quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) : consumer protection associations - have the right to take legal action to defend the rights and legitimate interests of consumers

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

- Activité notariale
- Arbitrage/médiation
- Mandataire
- Syndic de copropriété
- Agent immobilier
- Autres (veuillez préciser) :

Commentaires

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

- Avocat indépendant
- Avocat salarié

Avocat d'entreprise

Commentaires

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

un barreau national

un barreau régional

un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : National Bar Association

6.1.2 Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

() Non

Commentaires

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

[] Oui, la loi contient des règles

[] Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

[X] Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

6.1.3 Standards de qualité et procédures disciplinaires

157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

[X] le Barreau

[X] le législateur

[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

[X] la prestation de l'avocat

[X] le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

[] Le juge

[] Le ministère de la Justice

[X] Une instance professionnelle

[] Autre (veuillez préciser) :

Commentaire

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

Nombre de procédures disciplinaires

Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	74 [] NA [] NAP
1. Faute déontologique	65 [] NA [] NAP
2. Insuffisance professionnelle	1 [] NA [] NAP
3. Délit pénal	0 [] NA [] NAP
4. Autre	8 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : 4. Other

- initiating legal proceedings without a warrant, in violation of the warrant (1);

- breach of the obligation to represent oneself before the bodies of the profession (7);

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	20 [] NA [] NAP
1. Réprimande	10 [] NA [] NAP
2. Suspension	3 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	0 [] NA [] NAP
4. Amende	4 [] NA [] NAP
5. Autre	3 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons : 5. Other- warning (3)

Concernant the differences- following the disciplinary investigation, it was not necessary to exercise disciplinary action and sanction the lawyers

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1 Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal



163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires

163-1. Dans certains domaines, le système judiciaire prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

Oui

Non

Commentaires -Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires familiales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires pénales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires liées aux consommateurs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées

par le tribunal ou de bénéficiaire gratuitement de ces services?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :



=

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	11 259	4 584	6 675
	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaires The data were communicated by the Mediation Council, reflecting the pace of the authorization process as a mediator by the Mediation Council (which may register fluctuations from year to year), of persons who meet the conditions provided by law.

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires familiales	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires administratives	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
5. Affaires pénales	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source : Although we cannot offer a total of the cases of court-related mediation, divided into the categories above, according to the statistical system in the field (which is ongoing at this moment), we could extract a number of 614 mediation agreement authorized by the court (2020).

Background and legislation elements (remain valid from the last cycle):

The control of the state regarding the mediation is indirect and it concerns the agreement concluded by the parties after following the

mediation procedure – such an agreement constitutes an act under private signature. In order to become an authentic act, it has to be authenticated by the notary public or authorized by the court. Thus, if the conflict has already been submitted to a court, the settlement by mediation of such a case can be possible at the initiative of the involved parties or at the recommendation of the court and accepted by the parties, concerning rights the parties can dispose over in accordance with the legal provisions. Mediation can deal with the total or partial settlement of the concerned litigation. The court shall, on the request of the parties, issue a decision in accordance with the provisions of the Civil Procedure Code regarding the expedient court decision.

According with the provisions of article 59 para. 2 of the Law no. 192/2006, the parties to the mediation agreement may go to court to request, in compliance with the legal proceedings, to give a decision to legalize their understanding. Competence shall lay with the court in whose jurisdiction any of the parties have their domicile or residence or, where appropriate, the head office or the court of first instance in whose jurisdiction is located the place where it has been signed mediation agreement. The decision whereby the court consents on the understanding between parties shall be delivered in the council room and shall be an enforcement order under the law. The provisions of articles 438 - 441 of the Law no 134/2010 (New Civil Procedure Code), republished, as amended, shall apply accordingly.

Mediation in case of a dispute before the law courts, according with the provisions of article 61 para. 1 of the Law no. 192/2006. in case the conflict was brought to justice, its settlement by mediation may take place at the initiative of the parties or at the proposal of any of them or on the recommendation of the court, concerning the rights which the parties may enjoy under the law. Mediation may have as subject settlement of all or part of the dispute. The mediator may not charge fees for informing the parties. Also, according with the provisions of art. 63 para. 1 of the Law no. 192/2006, in case the matter has been settled by means of mediation, the court shall deliver, at the request of the parties and in compliance with the requirements of law, a judgment, the provisions of articles 438 - 441 of the Law No 134/2010, republished, as amended, being applied accordingly.

=

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

l'arbitrage

la conciliation (si différente de la médiation)

d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :

Commentaires

G1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : legislative background

8.Exécution des décisions de justice

8.1.Exécution des décisions en matière civile

8.1.1 Nombre d'agents d'exécution, statut et mandat

169. Nombre et type d'agents d'exécution dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
Total (1+2+3+4)	880 [] NA	634 [] NA	246 [] NA

1. Profession libérale réglementée par les autorités publiques	880 [] NA [] NAP	634 [] NA [] NAP	246 [] NA [] NAP
2. Agents d'exécution attachés à une institution publique (fonctionnaires payés par l'Etat)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Juges	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser le statut et les compétences de ces agents d'exécution :

170. Quelles sont les conditions d'accès à la profession d'agent d'exécution (réponses multiples possibles) ?

- diplôme
- expérience professionnelle
- examen spécifique
- procédure de nomination par l'Etat
- formation initiale
- autre

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser :

171. Le mandat des agents d'exécution est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire : 65 for men/63 for women
- Non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : Article 23 of Law no.188/2000 provides the situations regarding the termination of the title/quality of enforcement agent

8.1.2 Activités/ domaines de compétences

171-1. A quelles informations du débiteur l'agent d'exécution a-t-il accès au début de la procédure d'exécution ?

	Accès à l'information	Accès numérique direct à l'information
Adresse	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Date de naissance	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Etat civil	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Cohabitant	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Employeur	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Véhicule automobile	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Biens meubles	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Biens immeubles	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Compte bancaire	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Procédures d'exécution déjà en cours contre le débiteur	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Procédures d'insolvabilité (faillites, réorganisations judiciaires, règlement collectif de dettes, ...)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Autre	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si "Autre", veuillez préciser :

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	Option
Saisie des biens meubles corporels	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisies conservatoires des biens meubles corporels	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisie des immeubles	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisie conservatoire des immeubles	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP

Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des rémunérations	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des véhicules terrestres à moteur	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Mesures d'expulsion	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des bateaux et des navires	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des aéronefs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des avoirs dématérialisés (par ex. cryptomonnaie)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Vente des parts sociales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- Recouvrement de créances
- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques
- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires

8.1.3 Formation et TIC

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires

172-2. Disposez-vous d'un système de formation « e-learning » mis en place pour les agents d'exécutions ?

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-3. Le système de formation continue comprend-il dans son contenu également les TIC (liées aux procédures d'exécution) ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-4. Votre pays a-t-il instauré la signification et/ou notification électronique ?

Oui

Non

Commentaires

172-5. Le développement de nouvelles technologies a-t-il un effet sur les différentes étapes de la procédure d'exécution ?

Oui

Non

Comentaire - Veuillez expliquer : -speeding up the procedure
-improving the access of interested persons

8.1.4 Frais

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

175-1. Les honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

175-2. Qui doit procéder au paiement de ces honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution ?

Le débiteur

Le créancier

Autre – veuillez préciser

Commentaires

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui

Non

Commentaires

H0. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Order of the Minister of Justice no.2834/C/2016 on the bringing up to date of the number of bailiffs for 2016, modify by the Order of the Minister of Justice 3800/C/2016

8.1.5 Organisation de la profession et efficacité des services

177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.

absence de toute exécution

non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

manque d'information

durée excessive

pratiques illégales

supervision insuffisante

coût excessif

défaut de comportement éthique de l'agent d'exécution

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	(X) Oui () Non
pour les affaires administratives	() Oui (X) Non

Commentaires

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de signification et/ou notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

() entre 1 et 5 jours

() entre 6 et 10 jours

() entre 11 et 30 jours

() plus (veuillez préciser) :

NA

Commentaires

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	43 [] NA [] NAP
1. Pour faute déontologique	13 [] NA [] NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	30 [] NA [] NAP

3. Pour délit pénal	0 [] NA [] NAP
4. Autre	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	39 [] NA [] NAP
1. Réprimande	12 [] NA [] NAP
2. Suspension	2 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	0 [] NA [] NAP
4. Amende	18 [] NA [] NAP
5. Autre	7 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons : Other sanction pronounced against enforcement agents- exclusion from the profession

H1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Ministry of Justice

8.2.Exécution des décisions pénales

8.2.1Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales ? (réponses multiples possibles)

- Juge
- Procureur
- Services pénitentiaire et de probation
- Agent d'exécution
- Autre autorité (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
 Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%
 50-79%
 Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

9. Notaires

9.1. Profession de notaire

9.1.1 Nombre, statut et mandat des notaires

192. Nombre et statut des notaires dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	2 696 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Officiers publics nommés par l'Etat	2 696 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Fonctionnaires (rémunérés par l'Etat)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autre	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si « autre » veuillez préciser le statut ou si « Officiers publics nommés par l'Etat » veuillez indiquer quel ministère est principalement engagé dans la procédure de nomination.

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (réponses multiples possibles) ?

- diplôme
 expérience professionnelle
 examen spécifique

procédure de nomination par l'Etat

formation initiale

autre (veuillez préciser):

Commentaires The law provides three pathways to become a notary public:

a) through an examination to acquire the position of probationary notary public, followed by a two-year traineeship period and the passing of the final examination for admission in the notary public profession; b) through an examination for individuals who have exerted a specialised legal position for at least 6 years;

c) by appointment in the position of notary public, upon request, without examination, of the former judges serving at the High Court of Cassation and Justice (the supreme body in the hierarchy of Romanian courts of law) to whom the mandate for which they were appointed expired or, as the case may be, were released from their positions for non-imputable reasons.

No matter what pathway is chosen, the university degree in law is mandatory. The notaries public are appointed by order of the minister of justice and must take an oath before the minister of justice and the president of the National Union of Notaries Public.

This information can be found by consulting art. 22, 24 and 39 of the Law no. 36/1995 on Notaries Public and Notarial Activity, with the subsequent amendments.

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65. After reaching the age of 75, the notary public can exercise his / her function only if he / she annually presents a medical certificate that states that he/she is medically and psychologically capable to exercise this function.

non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser : After reaching the age of 75, the notary public can exercise his / her function only if he / she annually presents a medical certificate that states that he/she is medically and psychologically capable to exercise this function.

According to art. 41 of the Law no. 36/1995 on Notaries Public and Notarial Activity, with the subsequent amendments, the quality of notary public ceases in the following cases:

a)written relinquishment of the quality of notary public;

b)ascertainment of the incapacity to work, according to the law;

c)uninterrupted and unjustified failure of the notary public to exert his function for at least 6 months;

d)exclusion from the profession as a disciplinary sanction, according to the provisions of the law;

e)obvious professional incapacity, ascertained through verification exercised under the provisions of the law; f)definitive conviction or postponement of the application of the punishment for committing a work-related criminal offence or a different intentional criminal offence;

g)the notary public no longer fulfils the provisions of article 22 letters a)-g) of the law (meaning that the person no longer fulfils the conditions to become a notary public);

h)ascertainment of an irreversible mental illness, through the procedure provided by art. 42 par. (3) of the law;

i)death.

9.1.2 Activités/ domaines de compétences

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles) :

Veuillez sélectionner une option

Authentification	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Certification des signatures	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Légalisation des signatures/ Apostille	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Contrôle de légalité des documents	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Médiation	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Prestation de serments	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Procédures judiciaires non contentieuses (par exemple, agir en tant que commissaire du tribunal dans un dossier de succession, divorce, partage de succession, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Agir en tant que fonctionnaire d'Etat (par exemple, célébrer un mariage, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Autres fonctions judiciaires (par exemple ordre de paiement)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Enchères publiques	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres (par exemple collecter des impôts, gérer des registres)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser. Veuillez indiquer toute précision utile concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou au contraire les autres organes ayant également des compétences pour les activités énumérées.

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- Transaction immobilière
- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés
- Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- Protection des personnes vulnérables
- Autres

Commentaires

9.1.3 TIC, organisation de la profession et formation

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes TIC spécialisés dans leur activité ?

- Dans leurs relations avec l'État (par exemple, tribunaux, registres, chambres de commerce, autorités fiscales)
- Dans leurs relations avec leurs clients
- Dans leurs relations avec d'autres notaires (par exemple, visioconférence, système d'échange de documents)

Commentaires

194-4. Quels sont les registres informatisés que les notaires peuvent consulter ?

- Registre foncier
- Registre du commerce
- Registre de l'état civil/ de la population

Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale

Tout autre registre (veuillez préciser)

Aucun

Commentaires

194-5. Existe-t-il des registres/infrastructures de registres gérés par le notaries ?

Oui

Non

Commentaire - Dans l'affirmative, veuillez préciser :

194-6. Dans quels registres informatisés les notaires peuvent-ils modifier les données (directement ou indirectement via une demande en ligne) ?

	Modification directe	Modification indirecte via une demande en ligne
Registre foncier	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Registre du commerce	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Registre de l'état civil/ de la population	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Tout autre registre (veuillez préciser)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Aucun	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP

Commentaires

194-7. Quels sont les outils TIC utilisés par les notaires dans leurs relations avec leurs clients ?

Visioconférence (par exemple, conseils numériques)

Acte électronique

Identification numérique

Archivage numérique

Autre, veuillez préciser

Aucun

Commentaires

194-8. Qui est responsable pour gérer les archives numériques ?

Notariat/ organisme professionnel

Autres autorités publiques

Autre entité (veuillez préciser)

Commentaires

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

Oui

Non

Commentaires

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

une instance professionnelle

le tribunal

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

Oui

Non

Commentaires

196-2. Les notaires bénéficient-ils d'une formation en matière de :

	Oui	Non
Droit européen	(X)	()
Droit d'un autre Etat membre (programmes de formation transfrontaliers)	(X)	()

Commentaire - Si oui, veuillez indiquer les types (par exemple, cours traditionnels, e-learning, webinaire) et les grands thèmes des activités de formation :

II. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The records of the Ministry of Justice, the applicable legislation (e.g. Law on Public Notaries and Notarial Activity no. 36/1995, republished, with the subsequent amendments).

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1 Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

199. Nombre d'interprètes judiciaires enregistrés :

[38 341]

NA

NAP

Commentaires

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) :

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection

Commentaires

J1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The records of the Ministry of Justice, the applicable legislation (e.g. Law no. 178/1997, with the subsequent amendments).

11. Experts judiciaires

11.1. Profession d'expert judiciaire

11.1.1 Statuts des experts judiciaires



202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (réponses multiples possibles) :

Experts désignés par les parties au soutien de leur argumentation mais tenus envers un tribunal par une obligation d'indépendance et d'impartialité

Experts nommés par le tribunal ou une autre autorité indépendante des parties

Autres systèmes d'expertise judiciaire, veuillez préciser

Commentaire - Veuillez préciser qui propose et qui nomme un expert dans une affaire déterminée.

202-1. Existe-t-il des listes ou toute autre forme d'enregistrement officiel, pour les experts ?

Oui

Non

Commentaires

202-1-1. Si oui, la liste est-elle établie au plan (réponses multiples possibles) :

national

par circonscription administrative ou état fédéré

par circonscription judiciaire

autre

Commentaire - Veuillez fournir tout autre commentaire concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment sont évaluées ses compétences ? par qui ?) : The quality of judicial technical expert is acquired on the basis of an exam or an interview, organized by the Ministry of Justice, in compliance with the conditions stipulated by the provisions of art. 10, art. 101 and art. 12 of Ordinance no. 2/2000 regarding the organization of the activity of judicial and extrajudicial technical expertise.

The examination of judicial technical expert aims to verify the level of knowledge of future experts in the specialty for which they are applying, the level of knowledge of the normative acts related to the respective specialty, of the provisions of the civil and criminal procedure codes regarding the expertise and of other normative acts regulating the activity of judicial technical expertise, the rights and obligations of experts.

The interview for acquiring the quality of judicial technical expert in a certain specialty aims to verify the level of knowledge of the provisions of the civil and criminal procedure codes regarding the expertise, as well as of the provisions of other normative acts regulating the activity of judicial technical expertise, as well as the rights and obligations of experts.

202-1-2. Ces listes sont elles accessibles au public :

Oui sur Internet

Oui

Non

Commentaires

202-2. Quelle autorité est compétente pour l'enregistrement des experts judiciaires ?

Le Ministère de la Justice

Les tribunaux

Un organe administratif

Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

Autre

Commentaire - Veuillez préciser également les critères d'enregistrement : The Ministry of Justice is responsible for registering judicial experts, excepting the accounting experts and tax consultants, who are registered by their professional bodies (The Body of Expert and Licensed Accountants of Romania and The Chamber of Tax Consultants from Romania).

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

Oui, pour combien de temps

Non

Commentaires

202-4. Dans une affaire, peut-on désigner un expert non inscrit sur la liste ou non enregistré ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, dans quels cas ?

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

la procédure judiciaire

le métier de l'expert

autre

Commentaires

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de

signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	7 438 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 912 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 526 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires The observed fluctuations derive from the rhythm of organizing the contests and the results related to these contests.

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires pénales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre affaires	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

205-1. Qui détermine le montant de la rémunération de l'expert ?

	En matière civile/administrative	En matière pénale
Défini par la loi/ règlement ou réglementation spéciale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Défini par le tribunal/juge	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Défini par le ministère de la Justice ou un autre ministère (fixant un tarif par exemple)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Salaire de fonctionnaire public (dans le cas d'un médecin légiste ou un autre spécialiste qui est un fonctionnaire public)	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Librement négocié entre l'expert et les parties	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Autre	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

206. Existe-t-il des dispositions impératives pour les experts judiciaires concernant :

	Oui	Non
Délais pour présenter le rapport d'expertise	()	(X)
Qualité de l'expertise	()	(X)
Autre	()	(X)

[] NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser et fournir des détails dans l'hypothèse où de possibles sanctions existent :

207-1. Le juge ou un autre organe contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

(X) Oui

() Non

Si oui, veuillez préciser : Article 17 (1) of the Government Ordinance no. 2/2000 on the organisation of the activity of judicial and extra-judicial technical expertise

Article 331 (2) of the Civil Procedure Code

Article 175 (5) of the Criminal Procedure Code

207-2. Les associations d'experts sont-elles impliquées dans :

[X] Le processus de sélection

[X] La formation initiale ou continue

[X] Les procédures disciplinaires

[] NAP

Commentaires * only for the accounting experts and tax consultants, who are registered by their professional bodies (The Body of Expert and Licensed Accountants of Romania and The Chamber of Tax Consultants from Romania).

K1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ordinance of the Government no. 2/2000 regarding the organization of the activity of judicial and extrajudicial technical expertise.

12. Les réformes dans le système judiciaire

12.1. Réformes envisagées

12.1.1 Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles en cours ou envisagées ?

208-1. Programmes de réforme généraux

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-2. Budget

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux- (implantations géographiques), compétences des tribunaux, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments)

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : Several projects have been initiated by the Superior Council of Magistracy aiming at improving the judicial system, among which the following should be mentioned:

-Optimization of the courts and prosecution offices by designing an integrated management mechanism that ensure predictability in decision making process;

-Assuring a more transparent judicial system through developing an efficient mechanism aiming at resolving the issue of repetitive cases. These projects involve activities and measures intended to reach the goals of redistribution of tasks within courts, to allow magistrates to focus on their core judicial tasks and to ensure the optimization of the workload of courts and public prosecution services and have among their general objectives to identify the necessary mechanisms for the development of a modern judicial system, tailored to the requirements of the contemporary society, through the identification and development of necessary legal and infra legal mechanisms

as well as to improve the management capacity by implementing standard integrated management tools, in order to create the necessary prerequisites for a predictable process of adopting managerial decisions, especially regarding human resource components, capacity to manage the workload, accurate estimation of the need for human resources and the distribution of tasks. Moreover, these initiatives have a technological component designed to modernize the administration of justice, to help both courts and prosecution offices to improve the cases' allocation and to simplify the judicial proceedings, as well as to improve access to justice through a more predictable and transparent process.

208-4. Accès à la justice et aide judiciaire

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : The Superior Council of Magistracy carries out several projects in the matter of improving access to justice and legal aid out of which the following should be mentioned: - one of the projects aims at improving professional training and strengthening the judicial capacity under the Norwegian financing program 2014-2021, ongoing; among the scheduled activities to be carried out during October 2021 – June 2023 there should be mentioned a number of 9 workshops and 2 conferences to be organised on the topic of improving access to justice of vulnerable groups especially for Roma population. - another project on transparency, accessibility and judicial education that has been implemented by the CSM since 2018; among the activities the following should be mentioned: making available and submitting a number of 80000 informative packages on rights of vulnerable groups, namely on legal aid means, on social services they are entitled to access, anti-discriminatory measures available, against domestic violence, rights in terms of victims' protection etc. Moreover, there should be mentioned the 2021-2022 awareness champagne for citizens, in this matter, focused among other components on advertising spots in the outdoors and also through audio-visual and online channels, brochures for court users on the role of the institutions within the Judiciary, as well as guidance in court (materials that are being printed, including Braille and audio) or specialized brochures on criminal law, family law, citizens' rights etc. are being prepared, the general goal being to inform the general public and to increase the degree of legal education as well as to support and improve citizens' access information on the rights and obligations arising from the law.

208-5. Conseil supérieur de la magistrature

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : Among the projects initiated by the Superior Council of Magistracy the following should be mentioned, namely the project on strengthening the Council's management capacity by assuring consistent decision making processes, a better management in terms of human resources, clear and functional work procedures, a more opened organizational culture and an improved documents' management system.

208-6. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc.

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : In terms of in-service professional training for legal professionals within the projects implemented by the Superior Council of Magistracy on improving professional training and judicial capacity, a high number of training activities are being organised, among which, 130 training activities in the matter of public procurement, administrative litigations, fiscal procedure, EECHR jurisprudence, judicial civil and criminal cooperation, hearing techniques for minors, improving access to justice for vulnerable groups etc.. some of these activities are ongoing and some are to be organised in the next period 2022-2023. Moreover, the in-service training for magistrates approaches both an European and a national component aiming at disseminating and implementing best practices in different judicial matters. Within the project dedicated to transparency, accessibility and judicial education a number of 36 training sessions are dedicated to communication within the judicial system and have been successfully organised during 2021.

208-7. Parité hommes/ femmes

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-8. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-9. Exécution des décisions de justice et en particulier décisions contre les autorités publiques

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-10. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-11. Lutte contre la criminalité

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-12. Système pénitentiaire

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-13. La justice adaptée aux enfants

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : Within the project aiming at improving professional training and strengthening the judicial capacity implemented by the Superior Council of Magistracy under the Norwegian financing program 2014-2021, ongoing, a number of 15 seminars shall be organised in the matter of techniques of hearings for minors, especially for Roma population. Moreover a guidelines on best practices in this matter shall be drafted

208-14. La violence domestique

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-15. Nouvelles technologies de l'information et de la communication

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-16. Autres

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : The Superior Council of Magistracy has also being implementing a project dedicated to improving the systems of recruitment of judges and prosecutors and to assist and evaluate them psychologically throughout the course of their professional development, including in terms of access to management, with the ultimate aim of increasing the quality of justice and improving the professional performance of the judicial system as a whole.